

ANNEXE I : MATRICE DES RESULTATS du CANUD 2007-2011

1. Croissance économique et renforcement des capacités productives

Priorités ou objectifs nationaux: Promouvoir une croissance génératrice d'opportunités d'emplois et de revenus, notamment pour les populations pauvres et vulnérables, et réduire l'insécurité alimentaire et la malnutrition			
Effet de l'UNDAF : D'ici 2011, les capacités productives et les opportunités d'accès à l'emploi et au revenu notamment pour les populations rurales, les jeunes et les femmes sont accrues, la sécurité alimentaire des populations vulnérables, spécialement les femmes et les enfants, est améliorée			
Effets du Programme de Pays	Produits du Programme de Pays	Rôle des partenaires	Ressources (USD)
Les politiques économiques et sociales sont réformées et une planification stratégique est appliquée pour l'atteinte des OMD	Capacités du système statistique et de planification améliorées, aux niveaux central et déconcentré, pour mieux répondre à la demande d'informations économiques et sociales reposant sur les OMD et à l'analyse de l'impact des politiques et programmes de développement sur la réduction de la pauvreté et de la vulnérabilité	PNUD : ATF pour l'institutionnalisation d'enquêtes légères permanentes sur la pauvreté et la vulnérabilité, le renforcement du système de suivi-évaluation de la SRP, appui au tableau de bord de l'économie nationale et aux outils de cadrage macroéconomique, plaidoyer pour la désagrégation des données selon le sexe FAO : soutien au système permanent de statistiques agricole et alimentaire UNICEF et OCHA : appui à la mise en place de base de données nationale avec DevInfo UNFPA : Appuiera la vulgarisation du système d'information géographique (SIG) pour le suivi évaluation et la réalisation d'étude d'évaluation du PNSR	PNUD : 500,000
	La connaissance des interrelations entre pauvreté, développement et dynamique de population liée à la taille de la famille, aux migrations, à la fécondité des jeunes et à l'évolution de la prévalence du VIH/SIDA) est accrue	UNFPA : ATF pour RGPH, EDSG4 et études approfondies liées aux variables démographiques PNUD : sensibilisation et plaidoyer sur le thème à travers des études et conférences	UNFPA : PNUD : 50,000
	Les capacités des institutions nationales dans le domaine de l'intégration des variables démographiques dans les politiques et programmes de développement intégrant la dimension genre sont accrues	UNFPA : ATF au secrétariat permanent du CNPRH et aux départements sectoriels impliqués dans les questions de population	UNFPA :
	Les stratégies nationales et régionales de réduction de la pauvreté	PNUD : ATF pour la révision de la SRP et	PNUD :

	actualisées et bâties autour des OMD avec une participation accrue et de qualité des populations pauvres et vulnérables	l'élaboration de DSRP régionaux sur la base des OMD	250,000
	Une expérience pilote de régionalisation des OMD est conduite dans la région de la Guinée Forestière	PNUD : ATF	PNUD : 150,000
Les politiques économiques et sociales sont réformées et une planification stratégique est appliquée pour l'atteinte des OMD	Plaidoyer du SNU pour une programmation budgétaire accordant la priorité aux secteurs sociaux, sensible à la perspective genre et à la correction des disparités au moyen d'un "budget social incompressible" disponible d'ici 2011 pour les interventions prioritaires de développement humain	PNUD : étude sur restructuration budgétaire et financement des OMD ; étude et plaidoyer pour une régionalisation du PIP et du PCT basée sur la carte nationale de pauvreté FAO : promotion de la Déclaration de Maputo d'allouer au moins 10 % des budgets nationaux à l'agriculture UNICEF : promotion de l'initiative de Bamako	PNUD : 18,000
	Les institutions nationales disposent de ressources humaines et matérielles et sont capables de reformuler et de mettre en œuvre des politiques sociales (protection sociale, emploi, genre) et sectorielles (agriculture, pêche, forêts, industrie, artisanat) en accord avec le DSRP et les OMD avant fin 2011	FAO : ATF pour la formulation et la mise en œuvre d'une nouvelle politique agricole et une politique de développement de la pêche et de l'aquaculture ; ainsi que la revue du secteur forestier PNUD : appui à la formulation d'une politique de protection sociale et à la mise en œuvre du Plan d'action de la politique nationale de l'emploi, notamment les composantes "formation professionnelle", "promotion des PME" et "femmes et emploi" UNICEF : appui aux formulations de politiques de protection de l'enfance ONUDI : Formulation et mise en œuvre d'une stratégie nationale de développement des micro-, petites et moyennes entreprises UNFPA : Appui à l'élaboration d'une politique nationale de la famille, UNFPA : Appui à l'opérationnalisation de la politique nationale de promotion féminine à travers l'élaboration d'un programme national	PNUD : 1.750.000 ONUDI : 250,000 FAO :

		UNFPA : Appui à l'évaluation et à la révision de la politique nationale de la population	
Les capacités productives et les revenus sont augmentés notamment pour les populations rurales, les femmes et les jeunes dans les régions pauvres ou sinistrées de concentration du SNU	Les localités rurales et semi-urbaines pilotes de Haute Guinée, de Moyenne Guinée et de la Guinée Forestière disposent d'infrastructures économiques et sociales appropriées (pistes rurales, aménagements hydro agricoles, ouvrages de franchissement, magasins de stockage...) pour désenclaver les zones de production et accroître la production agricole	PAM : appui à la réhabilitation de pistes rurales et au forage de puits FAO Facilitation d'un Programme National de Sécurité Alimentaire (PNSA) BM :	PAM : 475,000 FIDA :
	Des technologies appropriées et à faibles coûts de traitement et de conservation des produits locaux sont accessibles	UNICEF : appui à la promotion de technologies appropriées	UNICEF : PNUD : 1,000,000
	Les activités économiques non agricoles diversifiées en milieu rural et promotion des emplois extra agricoles dans les domaines de l'artisanat, du commerce, de la pêche, du salariat en fonction des opportunités locales	ONUDI : Renforcement des capacités entrepreneuriales et techniques pour des micro- et petites industries, création des opportunités de formation et d'activités génératrices de revenus en Guinée Forestière (Macenta, Gueckedou, Kissidougou à mobiliser) et Moyenne Guinée (Mamou)	ONUDI : 2,700,000
	L'environnement économique et institutionnel davantage favorable au développement du secteur privé, à la compétitivité des entreprises et à l'amélioration des revenus des populations	ONUDI : Analyse du cadre réglementaire et administratif régissant le développement des micro-, petites et moyennes entreprises et de l'artisanat. Le développement de l'entrepreneuriat dans les curricula des établissements d'enseignement secondaire sur la base des expériences pertinentes de l'ONUDI PNUD : Appui au développement du contrôle de qualité et de la normalisation en Guinée	ONUDI : 550,000 PNUD : 350,000
	Les capacités institutionnelles et opérationnelles des institutions de microfinance sont renforcées pour un accès accru des femmes et des jeunes au micro-crédit dans les régions défavorisées	PNUD : appui financier aux ONG et autres institutions spécialisées de micro-finance pour accroître le niveau d'accès des femmes et des jeunes au crédit à Conakry et dans les régions pauvres	PNUD : 500,000
	Soutien aux initiatives d'auto-promotion locales dans les zones d'accueil des réfugiés et des déplacés en Guinée Forestière et en Haute Guinée et programmes de DDR mis en œuvre en faveur des jeunes volontaires ex-combattants avant fin 2011.	PNUD et PAM appuient un programme conjoint de DDR à Macenta, Guéckédou	PNUD : 250,000 PAM : 150,000

Les pratiques alimentaires et nutritionnelles améliorées et diversifiées et les capacités nationales renforcées pour la surveillance et la gestion de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle	La stratégie nationale de sécurité alimentaire et le plan d'action nutritionnel mis en œuvre	FAO : ATF pour la formulation et la promotion d'un Programme National de Sécurité Alimentaire	PNUD : 400,000
	Des projets communautaires de production locale, d'agroforesterie, de petit élevage, de pisciculture et de transformation de produits alimentaires mis en œuvre dans toutes les CRD de la Moyenne et Haute Guinée	FAO : mobilisation de financement Telefood et fonds de l'initiative PPTE PAM : appui à la mise en valeur de plantations à haute valeur ajoutée, de jardins scolaires communautaires et des plantations de haies vives	PAM : 2050 ?
	Un système d'information et de cartographie de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité (SICIAV) élaboré et mis en place	FAO et PAM appuient la mise sur pied du système	PAM : 150000
	Les outils et mécanismes de prévention et de gestion des crises alimentaires et nutritionnelles dues aux aléas climatiques et aux catastrophes mieux définis et opérationnels	PAM, FAO et OCHA appuient à la prévention et à la gestion de crises et préparation de plan de contingence	PAM : 100000
Mécanismes de coordination et modalités d'exécution de programme: Les groupes thématiques mis en place dans le cadre de l'élaboration du CCA/UNDAF serviront de cadre de concertation et de coordination pour l'exécution des activités du SNU et le suivi des progrès vers l'atteinte des résultats avec une large participation des différents partenaires. Le Gouvernement, bénéficiant d'autres appuis contribuant aux mêmes effets escomptés (notamment ceux des IBW, de la BAD, des ONGs et des partenaires bilatéraux comme la France, l'Allemagne, l'Italie et les USA), ses capacités institutionnelles doivent être renforcées pour plus de synergie et une meilleure coordination globale des interventions. Dans les zones de concentration du SNU, des programmes conjoints inter agences seront éventuellement développés.			

2. Gouvernance et renforcement des capacités institutionnelles

Priorités ou objectifs nationaux	Améliorer la gouvernance et renforcer les capacités institutionnelles et humaines		
Effet de l'UNDAF	D'ici 2011, les populations connaissent, expriment librement leurs droits, participent au processus démocratique et au développement socio-économique dans le cadre d'institutions consensuelles axées sur les résultats		
Effet du Programme de Pays	Produits du Programme de Pays	Rôle des partenaires	Ressources
Les citoyens disposent d'une administration décentralisée dans les zones prioritaires, délivrant ses services selon les principes de bonne gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> - Une masse critique d'acteurs locaux applique le processus de décentralisation contribuant à la réalisation des droits humains - Une masse critique d'acteurs, prioritairement les femmes, maîtrise, applique et vulgarise les outils juridiques et administratifs du processus de décentralisation - Les plans de développement locaux sont élaborés, mis en œuvre et bénéficient d'un système de suivi/évaluation selon une approche participative. - Les collectivités locales mobilisent les ressources humaines et financières substantielles pour la mise en œuvre efficace de leurs PDL. 	<p>Mener des activités de recherche action, de formation et de sensibilisation au niveau de chaque collectivité locale, produire des outils didactiques et vulgariser les textes relatifs à la décentralisation et autres</p> <p>OCHA :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appui a l'élaboration d'une lettre nationale de politique humanitaire - Complète les interventions par des initiatives de renforcement des capacités locales - Met a jour régulièrement les plans de contingences de l'Equipe Pays - Soutient le gouvernement à maintenir les systèmes et les procédures de coordination - Soutient le Gouvernement pour établir et contrôler les systèmes et les procédures de coordination <p>Assistance technique de la FAO pour la formation au droit à l'alimentation</p> <p>Assistance technique de la FAO aux radios rurales et communautaires</p> <p>OCHA : Appui aux radios rurales et communautaires</p>	PNUD / UNESCO
Les citoyens bénéficient de services publics de qualité, notamment dans les domaines (éducation, santé, eau, développement rural...etc.)	<ul style="list-style-type: none"> - Les services déconcentrés disposent de compétences techniques administratives et leurs capacités financières sont renforcées - Des manuels de procédures sont disponibles, vulgarisés et appliqués aux niveaux central et déconcentré 		

	<ul style="list-style-type: none"> - La traçabilité des dépenses publiques permet d'assurer un transfert effectif et une bonne gestion des ressources publiques 		
La gestion des finances publiques est améliorée	<ul style="list-style-type: none"> - Les capacités humaines et techniques des structures de gestion, des institutions de contrôle, (Parlement, Chambre des Comptes...etc) des collectivités et des médias sont renforcées dans le domaine de la gestion des Finances Publiques ; - Une approche intégrée de lutte contre la corruption est mise en œuvre ; - Les recettes publiques, en termes réels, sont améliorées et sécurisées ; - L'allocation des dépenses publiques reflète les priorités stratégiques et s'exécutent de manière efficace et efficiente conformément aux procédures ; 		
L'impact de l'aide publique sur les conditions de vie de la population est renforcé.	<ul style="list-style-type: none"> - Les capacités de planification, de coordination et de suivi de l'aide au niveau des autorités et des structures locales sont renforcées - La coordination de l'aide assure l'efficacité et la simplification de l'intervention des bailleurs de fonds - Renforcer la synergie entre l'administration centrale et les autorités locales dans la planification et le suivi de l'exécution de l'aide 	OCHA : renforce les capacités des autorités locales en matière de coordination de l'aide	
L'administration publique, les partis politiques, la société civile, le secteur privé participent efficacement au processus de développement	<ul style="list-style-type: none"> - Les capacités des associations et institutions qui oeuvrent dans la promotion et la protection des droits humains et de la paix, sont renforcées - Le processus participatif offrant un espace de dialogue et de concertation sur le développement et la lutte contre la pauvreté, est renforcé et institutionnalisé à tous les niveaux - Des autorités de régulation autonome des pouvoirs publics sont mises en places et fonctionnelles dans les services d'utilité publique (eau, électricité, télécommunication) pour préserver la concurrence 		

	<ul style="list-style-type: none">- Les capacités des partis politiques, des syndicats et des organisations faïtières sont renforcées à travers la mise en oeuvre de mécanismes de financement appropriés - Des associations de consommateurs sont créées et renforcées pour renforcer l'efficacité des services d'utilité publique - La fonction publique applique un système de gestion transparent et incitatif.		
--	---	--	--

1. Accès équitable aux services sociaux de base

1.1.1 Priorités ou buts nationaux : Stratégies pour le développement et l'accès équitable aux services de bases

- *D'ici 2011, (a) le taux de mortalité infantile est réduite de 98 pour mille à 50 pour mille en 2010 ; la mortalité infantile juvénile est réduite à 113 pour mille naissances vivantes et le ratio de mortalité maternelle de 528 à 200 pour 100 000 NV en 2010*

***Effet UNDAF :** D'ici 2011, les populations, en priorité les enfants, les jeunes et les femmes sont en bonne santé, consomment de l'eau potable, ont un développement physique et mental harmonieux, sont éduqués, sont protégés contre toutes formes d'exploitation et d'abus et jouissent d'une hygiène de vie adéquate, en particulier dans les zones les plus pauvres (Moyenne Guinée ; Haute Guinée ; Guinée Forestière).*

Effet du Programme de Pays	Produits du Programme Pays	Rôle des partenaires	Mobilisation des ressources
SANTE / NUTRITION			
Objectifs nationaux :			
<ul style="list-style-type: none"> • D'ici l'an 2010, mettre en place un système de santé accessible et capable de répondre aux besoins de santé de la population et de contribuer à la réduction de la pauvreté en créant les conditions permettant de : (a) réduire la morbidité, la mortalité et les complications liées aux maladies prioritaires ; (b) lutter contre les carences nutritionnelles, le paludisme ; (c) réduire la morbidité et la mortalité maternelles par la mise en œuvre de la politique de santé génésique 			
SSB-1. Les populations en particulier dans les zones les plus pauvres et notamment les enfants, les jeunes et les femmes ont accès aux services de santé de qualité	1.1- Les politiques sectorielles nationales pour la santé infantile, la santé reproductive et la nutrition sont renforcées, développées ou adaptées et adoptés pour inclure toutes les interventions à forte incidence sur la mortalité et le développement.	L' UNICEF va appuyer l'élaboration, la validation et l'adoption des protocoles et politiques de nutrition. L' UNFPA , l' OMS , l' UNICEF vont soutenir l'élaboration, la révision, la validation des documents de normes et procédures en SR, la logistique intégrée des produits SR, politique et PNSR.	UNICEF USD 12,500 Millions

Effet du Programme de Pays	Produits du Programme Pays	Rôle des partenaires	Mobilisation des ressources
<p>dans le domaine de la santé infantile, la santé reproductive et la nutrition; la couverture des services de prévention et de prise en charge y compris au niveau communautaire des maladies à l'origine de la majorité des décès maternels et infantiles est augmentée.</p>	<p>1.2- La couverture des services de prévention de santé reproductive, infantile et de nutrition est améliorée et la prise en charge des maladies à l'origine de la majorité des décès maternels, néonataux et infantiles est augmentée.</p>	<p>UNICEF et OMS vont soutenir le PEV de routine, les campagnes de vaccination et la mise en œuvre de la PCIME/SASDE avec la BM/APNDS. L'UNICEF va supporter la prévention et la lutte contre les carences en micronutriments (Vit A, fer, iode, zinc...) et la prévention de la malnutrition. Le PAM pour la prévention et réhabilitation de la malnutrition. UNHCR appuiera les hôpitaux et centres de santé dans les zones d'intégration, leur réhabilitation et des équipements médicaux en prévention, notamment, de nouveaux afflux de réfugiés.</p> <p>UNFPA, UNICEF, OMS et OCHA avec la BM/APNDS et la BAD/PRSS soutiendront les activités liées à la réduction de la mortalité maternelles et néonatale, la santé des adolescents et jeunes, la santé des hommes.</p> <p>OCHA appuiera les activités de d'information, de sensibilisation et de plaidoyer en matière de santé et supportera la prévention de la malnutrition et les campagnes de vaccination</p>	
	<p>1.3- Tout le sel produit localement ou importé est iodé adéquatement. Des aliments de complément pour le nourrisson après 6 mois sont disponibles soit par préparation par les familles soit par la disponibilité à la vente d'une farine locale de complément adéquate nutritionnellement. Une préparation locale est disponible pour les Centres de Nutrition Thérapeutique. Des aliments d'usage courant sont fortifiés et disponibles pour une utilisation nationale.. Une meilleure coordination des interventions en alimentation et nutrition est assurée.</p>	<p>L'UNICEF, l'OMS vont appuyer l'iodation universelle du sel. L'UNICEF, le PAM, la FAO soutiendront la recherche sur les farines de sevrage et les préparations locales pour la PEC de la malnutrition sévère. L'UNICEF, la fortification des aliments.</p>	

Effet du Programme de Pays	Produits du Programme Pays	Rôle des partenaires	Mobilisation des ressources
	<p>1.4- Les familles et les communautés connaissent et appliquent les pratiques familiales et communautaires en matière de santé et nutrition, SR qui ont un effet sur la survie, la croissance et le développement du nouveau né, jeune enfant et leur mère; leur accès aux services est facilité par la mutualisation.</p>	<p>L'UNICEF va soutenir les activités de santé et nutrition au niveau communautaire (PCIME/SIAC/FARN). La FAO appuie la promotion d l'alliance nationale contre la Fim et la malnutrition (ANAFAM) L'UNFPA, l'UNICEF, le PAM et L'OMS avec la BM/APNDS et la BAD/PRSS soutiendront les activités communautaires liées a la réduction de la mortalité maternelles et néonatale (MURIGA), la santé des adolescents et jeunes(CECOJE/CAAF/NAFA), la santé des hommes et la nutrition. UNFPA développera un programme de santé sexuelle reproductive pour les adolescents, jeunes du secteur non formel.</p>	
	<p>1.5- Dans les zones d'urgences et de post-conflit, des services de vaccination, de nutrition et de santé reproductive sont rendus disponibles et accessibles, les centres de santé sont renforcés en médicaments essentiels</p>	<p>L'UNICEF, comme défini dans le plan de contingence assure le leadership en vaccination, nutrition, et appuie la mise en place de ces activités ; L'OMS assure la qualité des services de santé et l'organisation des prestations Le HCR, le PAM donnent une assistance en santé et nutrition avec l'UNFPA, l'OMS, l'UNICEF, OCHA dans les situations d'urgences.</p>	
EDUCATION			
<p>Objectifs nationaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> Assurer que les filles et les garçons de la Guinée aient accès à un système éducatif équitable de qualité qui soit pertinent à leur communauté et à leur bien-être économique 			

Effet du Programme de Pays	Produits du Programme Pays	Rôle des partenaires	Mobilisation des ressources
<p>SSB-2. Au moins 30% des enfants d'âge préscolaire (3-6 ans) ; 90% d'âge scolaire(7-12 ans) et 50% des adolescents(13-18 ans) et adultes (19-49 ans) en particulier les filles et les femmes jouissent de leur droit à une éducation de base de qualité</p>	<p>2.1- L'environnement physique et les processus d'enseignement et d'apprentissage, les techniques de suivi et d'évaluation des acquis ainsi que les politiques éducatives et la gestion du système sont améliorés</p>	<p>UNICEF contribuera à formation des enseignants, animateurs et éducateurs/trices sur l'approche d'entrée par les compétences ;</p> <p>UNICEF contribuera avec les autres partenaires (UNFPA, USAID, UNESCO, GTZ et BM) au développement des matériels et à la formation dans les domaines de prévention du VIH/sida à l'école, le déparasitage, carence en micro nutriments, éducation à la culture de la paix et à la citoyenneté, participation des enfants.</p> <p>UNICEF contribuera à la construction des latrines séparées Filles/Garçons, des points d'eau potable, des terrains de sports et airs de jeux dans les écoles des zones d'intervention</p> <p>UNFPA contribuera au développement d'un programme en santé sexuelle et reproductive et en éducation à la vie familiale</p> <p>UNFPA contribuera à la production de supports éducatifs en EvF/EmP et à la formation des animateurs à leur utilisation dans les Centres Nafa et les Centres d'Appui à l'Autopromotion Féminine (CAF).</p> <p>Gouvernement (INRAP) avec l'appui des partenaires développera un programme de Radio Educative Interactive</p> <p>UNICEF appuiera la formation en planification stratégique, en planification basée sur les résultats et sur l'approche droit ;</p> <p>UNICEF et UNESCO appuieront la collecte, la diffusion et le traitement des données relatives à la petite enfance et à l'éducation non formelle des jeunes (Nafa).</p> <p>Le PAM appuiera la mise en place du dispositif de suivi des programmes d'alimentation scolaire à travers le système ARGOS</p> <p>Tandis que l'USAID et la Banque Mondiale appuieront la production d'annuaire statistique de l'élémentaire et du secondaire.</p> <p>L'UNICEF et l'UNESCO apporteront leur appui aussi pour l'amélioration de la gestion et du système de suivi et de la coordination des interventions en éducation de base.</p>	<p>UNICEF USD 10 Millions</p>

Effet du Programme de Pays	Produits du Programme Pays	Rôle des partenaires	Mobilisation des ressources
	<p>2.2- Les services éducatifs (préscolaires, élémentaire, non formels) sont disponibles en nombre suffisant et sont utilisés</p>	<ul style="list-style-type: none"> - L'UNICEF contribuera principalement à la réhabilitation et à l'équipement des salles de classe tandis que les autres partenaires de l'EPT (Banque Mondiale KFW, Union Européenne, BAD, JICA, AFD) appuieront la construction de nouvelles salles de classes. - UNHCR contribuera à la construction et à l'équipement de salles de classes dans des écoles guinéennes accueillant des enfants libériens dans la zone d'intégration ou celles accueillant de nouveaux réfugiés. - L'UNICEF contribuera avec la Banque Mondiale à la formation initiale des animateurs des centres Nafa et des éducateurs/rices des CEC. La formation initiale des enseignants du formel sera assurée par le GVT avec l'appui des autres partenaires de l'EPT (UNESCO, USAID, Coopération Française, Banque Mondiale, Canada, GTZ.) - L'UNICEF contribuera avec l'USAID et la Banque Mondiale à l'approvisionnement en manuels et fournitures scolaires. <p>Le PAM appuiera la mise en place des cantines scolaires dans les régions de Mamou, Labé, Faranah, Kankan et Nzérékoré. La FAO mettra en place des jardins scolaires dans les zones d'insécurité alimentaire pour soutenir la scolarisation la préscolarisation des enfants</p>	

Effet du Programme de Pays	Produits du Programme Pays	Rôle des partenaires	Mobilisation des ressources
	<p>2.3- Les parents, les familles, les communautés sont engagés pour l’alphabétisation et la scolarisation, inscrivent et maintiennent leurs enfants en particulier les filles à l’école</p>	<p>- l’UNICEF le PAM, et l’UNFPA fourniront un appui pour le renforcement des capacités en techniques de communication et d’animation des services déconcentrés de l’éducation, des ONG, des organisations communautaires et des promoteurs éducatifs ;</p> <p>- L’UNICEF avec les autres partenaires (USAID, GTZ, Plan Guinée, Aide et Action) appuiera les organisations ; communautaires autour des écoles, centres Nafa et CEC</p> <p>- Tandis que l’UNFPA et l’UNICEF focaliseront leurs appuis dans l’alphabétisation fonctionnelle des femmes, des membres des organisations et associations communautaires autour des écoles, Centres Nafa et CEC, les autres partenaires de l’EPT (UNESCO, BM et IZDVV) interviendront dans le cadre plus large d’alphabétisation des adultes ;</p> <p>Le PAM favorisera l’éducation des filles par la fourniture des rations sèches pour les familles qui inscrivent et maintiennent leurs filles à l’école ;</p> <p>UNPA contribuera à l’amélioration de la scolarisation des filles travers des prix d’excellences.</p>	
	<p>2.4- Dans les zones d’urgence et de post – urgence, des services éducatifs adaptés sont disponibles et utilisés</p>	<p>- L’UNICEF interviendra en collaboration avec les partenaires humanitaires (UNHCR, OCHA, PAM, et les ONG) dans la fourniture des matériels et services éducatifs (tentes, hangars, kits éducatifs, récréatifs) pour l’urgence et appuiera la formation des partenaires nationaux sur l’éducation en situation d’urgence ;</p> <p>Le PAM appuiera l’installation des cantines scolaires d’urgence ;</p>	

Effet du Programme de Pays	Produits du Programme Pays	Rôle des partenaires	Mobilisation des ressources
EAU / HYGIENE / ASSAINISSEMENT			
<p>Objectifs nationaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réduire la proportion de personnes n'ayant pas accès à l'eau potable en milieu rural de 48% à 28% d'ici 2011 • Poursuivre le développement des infrastructures, la déconcentration des activités du SNAPE au niveau de ses bases régionales et la mise en place des dispositifs antivol pour protéger le matériel d'exhaure (pompes, panneaux solaires, ondulateurs) et une plus grande responsabilisation des populations dans la gestion des infrastructures. Tout ceci dans le but de renforcer les services de proximité et d'améliorer le taux de fonctionnement des pompes. Conformément aux grandes orientations du DSRP, la réalisation des infrastructures procédera d'une démarche qui assure l'équité entre les différentes régions. 			
<p>SSB-3. Les familles, les communautés et les élèves des zones les plus pauvres consomment de l'eau potable, utilisent des latrines hygiéniques, respectent les règles élémentaires d'hygiène et jouissent d'un environnement sain.</p>	<p>3.1- Les politiques sectorielles pour la promotion de l'hygiène, de l'assainissement et de l'alimentation en Eau Potable sont définies et adoptées</p>	<p>L'UNICEF appuie la recherche et la promotion de technologies de réalisation des PEM à moindre coût, l'institutionnalisation du suivi communautaire des PEM ; L'UNICEF et l'OMS appuient le programme conjoint du suivi des indicateurs de l'OMD 7, la définition d'une politique nationale d'assainissement et l'élaboration / adoption des textes d'application des codes de l'eau et de santé publique ; L'UNICEF et OCHA appuient, en complémentarité avec les autres partenaires au développement, l'accès à des sources d'eau potable et à des latrines hygiéniques en situation d'urgence ;</p>	<p>UNICEF USD 8-Millions</p>

Effet du Programme de Pays	Produits du Programme Pays	Rôle des partenaires	Mobilisation des ressources
	<p>3.2- Les infrastructures d'eau et d'assainissement sont disponibles, utilisées et la qualité de l'eau consommée répond aux normes standard particulièrement en milieu rural</p>	<p>L'UNICEF appuie le système de suivi communautaire des PEM (fonctionnement du parc existant), la réalisation des nouveaux PEM, l'analyse et la correction de la qualité de l'eau, la promotion de latrines hygiéniques à moindre coût et la mise en place de mécanisme de gestion des ordures ménagères dans les chefs lieux des CRD ; OCHA établira une base de données sur les points d'eau et produira des cartes GIS L'OMS appuie pour les équipements et produits d'analyse qualitative de l'eau ; UNHCR mettra à la disposition du gouvernement les infrastructures existantes dans les camps de réfugiés qui auraient été vidés dans la période 2007 – 2011 ; L'UNICEF et l'OMS appuient le renforcement des capacités nationales en matière d'analyse qualitative de l'eau Les autres partenaires au développement (AFD, BAD, BADEA, KfW, FED) appuient la réalisation de X nouveaux points d'eau et la mise en place du système de suivi des PEM ;</p>	
	<p>3.3- L'environnement scolaire est rendu sain et attrayant pour les élèves en général et les filles en particulier.</p>	<p>L'UNICEF (EHA et éducation) appuie l'alimentation en eau potable des écoles, la construction de latrines adéquates séparées filles/ garçons, la mise en place de dispositifs et de kits d'hygiène / d'assainissement ; L'UNICEF appuie la promotion de l'hygiène à l'école et son transfert vers les communautés, l'habilitation des structures pour la gestion et la pérennisation des acquis ; L'UNICEF appuie la promotion et la diffusion de l'approche « Ecole Propre, Ecole verte » ;</p>	
	<p>3.4- Les familles et les communautés connaissent la relation eau/ hygiène/ santé et améliorent leurs pratiques d'hygiène</p>	<p>OCHA interviendra en collaboration avec les partenaires humanitaires (UNHCR, UNICEF, et les ONG) dans la fourniture des matériels et services en eau et assainissement et dans l'évaluation des points d'eau pour l'urgence et appuiera la formation des partenaires nationaux en situation d'urgence.</p>	

Effet du Programme de Pays	Produits du Programme Pays	Rôle des partenaires	Mobilisation des ressources
<i>PROTECTION DES DROITS</i>			
<p><i>Objectifs nationaux :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Le Gouvernement vise à garantir une sécurité économique à la majorité de la population ; à renforcer l'action sociale en faveur des groupes marginaux ou exclus sociaux ; assurer le meilleur épanouissement économique social de la femme à travers un cadre stratégique garantissant l'équité entre les différentes composantes de la nation 			
SSB-4. Les populations vulnérables, les enfants, les femmes et les jeunes, jouissent de leur droit à la protection contre les abus, l'exploitation et la violence et ont accès aux services sociaux de base et spécialisés	4.1- Les politiques sociales sont régulièrement révisées et servent de base aux plans d'action opérationnels, coordonnés et harmonisés	Gestion de l'information, politiques, programmation enfants, UNICEF, BM (politiques et programmation) femmes : UNFPA UNICEF / USAID / coopération française / Coordination, harmonisation des interventions Tous SNU, gouvernements, UE, partenaires bilatéraux, ONG ... Réforme du système juridique UNDP, UE, UNICEF , BAD, coopération française, italienne Renforcement des capacités Coopération française, UE, UNICEF , BAD, PNUD, UNFPA Suivi et évaluation UNICEF, UNFPA, PNUD,	UNICEF USD 9,200 Millions
	4.2- Les organisations de la société civile sont renforcées, ont la capacité de mobiliser des ressources et d'offrir des services sociaux spécialisés accessibles à tous y compris dans les situations d'urgence	UNICEF, FAO : Renforcement des capacités UNICEF et OCHA Coordination et coopération UNFPA, UNHCR, UNICEF : Formation des femmes en comité de gestion et coopératives et en SGBV, Renforcement des capacités des réseaux de jeunes handicapés ; Offres de services y compris dans les situations d'urgence ECHO, OCHA, UNICEF, UNFPA, PNUD, ONUSIDA, PAM, UNHCR, FAO UNFPA appuiera les activités d'information, de sensibilisation et de plaidoyer des réseaux en matière de population en rapport avec l'équité et l'égalité de genre et la protection des droits des groupes vulnérables.	

Effet du Programme de Pays	Produits du Programme Pays	Rôle des partenaires	Mobilisation des ressources
	4.3- Les communautés se sentent concernées par la protection, elles agissent à leur niveau grâce à une habilitation efficace	Changement des comportements Intégration des questions de protection dans les plans de développement locaux Comités locaux de protection enfants Groupes d'entraide femmes, jeunes	
	4.4- Les enfants, les femmes et les jeunes, participent activement à la prise de décision et à la mise en œuvre des activités de protection les concernant	UNICEF Parlement des enfants, Plan Guinée UNFPA, UNICEF Organisations féminines OCHA Harcèlement sexuel UNDP, UNICEF , Coopération française : Participation des jeunes à la vie associative	

2. Lutte contre le VIH/SIDA, le Paludisme et la Tuberculose

Priorités ou objectifs nationaux : Renforcer les systèmes de santé pour prévenir et lutter contre les maladies infectieuses prioritaires (Malaria, tuberculose, IST, y compris VIH/SIDA).			
Effet UNDAF : En 2011, la progression du VIH / Sida est ralentie parmi les populations les plus à risque (femmes, jeunes..) et dans les zones les plus défavorisées, le taux de mortalité attribuable au paludisme chez les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes en consultation externe diminue de 10% et 30 % respectivement et 70% des patients tuberculeux à frottis positif attendus sont dépistés et 85% de ces cas sont guéris.			
Objectifs nationaux : Maintenir la séro-prévalence du VIH/SIDA à moins de 5%. Réduire la morbidité et la mortalité chez les personnes vivant avec le VIH par l'extension d'une prise en charge médicale et psychosociale intégrée de qualité y compris les traitements ARV.			
Effet du Programme de Pays	Produits du Programme de Pays	Rôle des partenaires	Ressources
VIH/SIDA			
D'ici 2011, 50% de la cible de population sexuellement active, en priorité les femmes et les adolescents/jeunes, identifiée dans la feuille de route nationale pour l'accès universel, adoptent des comportements à moindre risque	<p>La disponibilité et l'accessibilité géographique et financière des préservatifs (masculin et féminin) sont assurées dans toutes les communautés urbaines et rurales</p> <p>La population générale, en priorité les groupes vulnérables (TS, routiers, jeunes et adolescents etc.) est informée et éduqué sur les IST/VIH/SIDA et consciente de l'utilisation du préservatif,</p> <p>Un mécanisme de distribution du préservatif à base communautaire existe et fonctionne (relais communautaire)</p> <p>Les programmes d'éducation pour l'acquisition de compétence sur les IST/VIH/Sida sont élaborés et enseignés dans tous les établissements scolaires et universitaires (privés et publics).</p>	<p>UNFPA, BM apporteront leur appui financier pour l'approvisionnement en préservatifs</p> <p>UNFPA, UNICEF, BM, PAM, FAO, PNUD, UNHCR apporteront leur appui technique et financier pour la sensibilisation de la population générale</p> <p>UNFPA et BM apporteront un appui technique et financier pour le renforcement des associations impliquées dans la distribution à base communautaire des préservatifs.</p> <p>UNFPA, UNICEF, BM, OMS, PAM, FAO et PNUD :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appui technique et financier pour la mise en œuvre de la politique nationale de communication, - Appui technique et financier pour l'organisation de séances de plaidoyer, sensibilisation et communication pour le changement de comportement en particulier en direction des 	<u>OMS</u> : 40.000

		<p>groupes cible, adolescents/jeunes et femmes enceintes</p> <p>UNFPA, UNESCO, UNICEF, BM,</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appui technique et financier pour l'élaboration des guides et manuels de formation et l'intégration du module VIH/SIDA dans le curriculum des écoles et des universités - Appui technique et financier pour la formation du personnel éducatif <p>OMS - Appui à l'organisation des séances de sensibilisation et de plaidoyer sur les thèmes identifiés</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcement des compétences par l'organisation des séries de formation en cascades pour tous les niveaux 	
<p>D'ici 2011, 60% des personnes infectées et/ou affectées par le VIH/SIDA sont effectivement prises en charge sur le plan psychosocial, médical, juridique et socioéconomique</p>	<p>Les services de conseil, de dépistage et de prise en charge médicale sont disponibles et accessibles au niveau des 38 districts sanitaires du pays (publics, privées et mixte).</p> <p>Les ARV, les médicaments IO et IST, les équipements de laboratoire et la logistique sont disponibles et dans toutes les structures de prise en charge.</p> <p>Des structures communautaires de prise en charge psychosociale et nutritionnelle sont disponibles et fonctionnelles pour les populations en général et des programmes spéciaux seront mis en place à l'intention des populations déplacées et réfugiées.</p> <p>Les activités de prévention de la transmission mère enfant sont intégrés dans le paquet minimum d'activité des 38 districts sanitaires.</p> <p>Les PVVIH bénéficient des services de protection juridiques (stigmatisation, rejet, participation des PVVIH) au niveau central et décentralisé.</p>	<p>OMS, UNFPA, UNICEF et BM</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appui technique et financier pour l'augmentation du nombre de CDV fonctionnels - Appui à la formation de personnel chargé de faire le conseil pré- et post-test. <p>BM, OMS, UNICEF, UNFPA :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Approvisionnement en équipements médicaux et consommables et en équipement informatique - Appui à la gestion de la logistique intégrée des médicaments <p>OMS :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appui à la formation sur les médicaments ARV, IO, y compris tuberculose et IST dans le cadre de la prise en charge des maladies de l'adulte et de l'adolescent (PCIMAA) - Appui à la formation du personnel médical pour la 	<p>OMS : 1.500.000</p>

	<p>50% des PVVIH développent des activités génératrices de revenus (AGR) et tous les orphelins de Sida et des enfants vulnérables ont accès aux services sociaux de base.</p>	<p>mise en œuvre de la PCIMAA et sur l'observance du traitement</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appui technique et logistique pour l'amélioration des performances des laboratoires périphériques et de référence <p>UNICEF, PAM, FAO, UNFPA et PNUD</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appui technique et financier aux programmes et structures communautaires de prise en charge psychosociale et nutritionnelle des PVVIH <p>UNICEF, UNFPA et OMS</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appui technique et financier à l'extension de la PTME, y compris révision, adaptation et utilisation des directives concernant le traitement ARV des enfants et l'alimentation du nourrisson - Appui à la formation du personnel de santé sur la PTME <p>PNUD, UNFPA, ONUSIDA, UNICEF et BM</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appui au suivi des textes de lois pour la protection juridique des PVVIH <p>PNUD, PAM, FAO, UNICEF et BM</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appui financier pour le développement des activités génératrices de revenus pour les personnes infectées et affectées par le VIH /SIDA 	
<p>Les institutions nationales (communautés, ONG, services décentralisés) disposent des capacités de lutte contre le VIH Sida et les autres IST.</p>	<p>Des comités locaux sont organisés, renforcés et fonctionnent dans chaque localité urbaine et rurale pour lutter contre le Sida.</p> <p>Des plans de lutte contre le VIH Sida, sont élaborés et exécutés par les responsables locaux, les leaders communautaires et les religieux.</p>	<p>UNFPA, UNICEF, PNUD, PAM, FAO et BM</p> <p>Renforcement des capacités techniques et financières des comités décentralisés et déconcentrés de lutte contre le VIH/SIDA</p> <ul style="list-style-type: none"> - Formation pour le développement de PAO, appui financier et en équipement pour la mise des PAO 	<p>OMS : 30.000</p>

		<p>UNICEF, UNFPA, OMS, PNUD, OCHA et BM :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appui technique et financier au développement des associations des personnes vivant avec le VIH/SIDA et à leur implication dans les programmes de prévention et prise en charge <p>OMS</p> <p>Assistance technique pour l'élaboration et la mise en œuvre du plan de suivi-évaluation du programme national de prise en charge des PVVIH</p> <ul style="list-style-type: none"> - Formation du personnel chargé de la surveillance à l'utilisation de ces outils 	
<p>La stratégie nationale multisectorielle de lutte contre le IST/VIH/Sida est renforcée et mise en œuvre.</p>	<p>Les mécanismes de coordination dans la mobilisation des ressources et la mise en œuvre des activités, qui appliquent le principe directeur du Three-One (une coordination, un cadre stratégique, un système de suivi/évaluation), fonctionnent effectivement.</p> <p>Un système national d'information et de surveillance du VIH Sida est mis en place et est opérationnel.</p> <p>Un cadre légal et réglementaire sur le VIH Sida est élaboré et mis en application (droit et devoir des PVVIH et du personnel soignant).</p> <p>Les documents de politique, les protocoles de prise en charge, le cadre logique de suivi évaluation sont élaborés/adaptés et disponibles à tous les niveaux.</p>	<p>Groupes thématique et technique ONUSIDA</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appui technique et logistique pour un renforcement de la coordination des activités multisectorielles au niveau du CNLS et des activités de prévention/prise en charge médicale au niveau du Ministère de la santé. - Appui dans la mise en œuvre du plan de suivi et évaluation, entre autres par le développement d'outils de collecte des données et la mise en place de logiciel de gestion - Appui à la finalisation, édition, publication et vulgarisation des différents documents de normes et procédures développés par le CNLS et le Ministère de la santé. - Appui à la mise en œuvre de la stratégie nationale de prévention renforcée - Appui technique pour le développement de demande de financement (Fonds mondial, MAP) <p>FAO : soutien nutritionnel des PVVIH</p>	<p>OMS : 800.000</p>
<p>Mécanismes de coordination et modalités d'exécution de programme: Le groupe thématique ONUSIDA servira de cadre de concertation et de coordination pour</p>			

l'exécution des activités du SNU et le suivi des progrès vers l'atteinte des résultats avec une large participation des différents partenaires. Le Groupe thématique élargi sera le mécanisme de coordination avec le Gouvernement, les partenaires bilatéraux et les ONGs nationales et internationales.

PALUDISME

Objectif national : Réduire de 40% la mortalité spécifique du paludisme d'ici 2015

<p>D'ici 2011, 60 % des personnes souffrant de paludisme, simple ou grave, sont correctement pris en charge au niveau des formations sanitaires</p>	<p>Les médicaments antipaludiques sont disponibles au niveau des structures de santé et au niveau de la communauté</p> <p>Les laboratoires des centres de santé et des hôpitaux sont équipés et approvisionnés en matériels et réactifs</p> <p>Le personnel de santé et les agents communautaires sont formés pour la prise en charge des cas</p>	<p>OMS</p> <p>Appui technique et financier au MSP dans :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la révision, l'adoption et la diffusion du document de politique et des directives de lutte antipaludique, - la formation du personnel en gestion rationnelle des médicaments antipaludiques (Combinaisons Thérapeutiques à base d'Artémisinine, CTA), - l'approvisionnement des structures sanitaires en CTA, tests de diagnostic rapide, équipement de laboratoire et le contrôle de qualité <p>UNICEF :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appui à la mise à la mise à disposition d'antipaludiques y compris pour les agents communautaires dans sa zone d'intervention - Appui à la formation des AS et des AC dans sa zone d'intervention <p>BM :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Approvisionnement en médicaments et TDR dans sa zone d'intervention - Renforcement des capacités (formation des prestataires, équipements) 	<p>OMS : 400.000</p> <p>UNICEF : 350.000</p> <p>BM : PM</p>
<p>D'ici 2011, 60% des enfants de moins de 5 ans et des femmes</p>	<p>Les MII sont disponibles et accessibles à l'ensemble de la population, en particulier aux enfants de moins de 5 ans et aux femmes enceintes</p>	<p>OMS</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appui technique et financier pour la mise en œuvre de la stratégie de lutte anti-vectorielle par la 	<p>OMS : 300.000</p>

<p>enceintes bénéficient de moyens de protection contre les piqûres de moustiques (MII)</p>	<p>Les unités d'imprégnation des moustiquaires sont fonctionnelles dans les communautés</p> <p>Les populations, en particulier les femmes enceintes connaissent l'utilité des MII</p>	<p>prévention du paludisme chez les enfants de moins de moins de 5 ans et les femmes enceintes, notamment la fourniture de MII, la mise en place d'unités d'imprégnation et la vulgarisation de l'utilisation des MII.</p> <p>UNICEF :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appui à la fourniture et la distribution de MII pour 60% de couverture des Populations cibles dans Z. Intervention. - Appui à la formation et la fourniture d'insecticide aux groupements féminins. - Appui aux activités de mobilisation sociale pour susciter la demande de MII <p>BM : Fourniture de MII dans sa zone d'intervention</p>	<p>UNICEF :</p> <p>1.100. 000</p> <p>BM : PM</p>
<p>D'ici 2011, 60% des femmes enceintes bénéficient d'une prévention efficace contre le paludisme pendant leur grossesse (TPI)</p>	<p>Les médicaments antipaludiques pour le TPI sont disponibles au niveau des structures de santé</p> <p>Le personnel de santé est formé sur la prévention du paludisme pendant la grossesse</p> <p>3 Les populations, en particulier les femmes enceintes connaissent l'utilité du TPI durant la grossesse</p>	<p>OMS :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appui dans le choix et la fourniture des médicaments de qualité aux structures de santé, la mise à niveau du personnel et la sensibilisation des groupes cibles sur le TPI <p>UNICEF :</p> <p>Appui à la formation du personnel de santé, à la fourniture de SP aux CS et à la Communication pour le Changement de Comportement dans la zone d'intervention</p>	<p>OMS :</p> <p>50.000</p> <p>UNICEF :</p> <p>37.500</p>
<p>Un plan de suivi/évaluation et de renforcement des capacités est développé et mis en oeuvre</p>	<p>Un système de notification et d'analyse des données sur le paludisme incluant le niveau communautaire est développé et mis en oeuvre.</p> <p>Un réseau de sites sentinelles fonctionnel est mis en place pour le suivi des activités de lutte.</p> <p>L'unité de coordination des activités de lutte contre le paludisme</p>	<p>OMS</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appui technique à la mise en œuvre du plan stratégique de l'initiative à base communautaire y compris la collecte, l'analyse des données et leur utilisation dans la planification, le suivi et 	<p>OMS :</p> <p>300.000</p>

	est fonctionnelle	<p>l'évaluation.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appui à travers la structure du Système national d'information sanitaire à la mise en place et au fonctionnement des bases de données au niveau central, régional et périphérique - Appui à la surveillance de l'efficacité des médicaments et des insecticides utilisés dans le contrôle du paludisme au niveau des sites sentinelles. - Appui au MSP pour la coordination des interventions à travers l'organisation des réunions de concertation avec les partenaires et la redynamisation de l'Unité de coordination du Programme national de lutte contre le paludisme <p>UNICEF :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appui au système de notification et participation aux activités de coordination 	UNICEF : 15.000
TUBERCULOSE			
Objectif national : réduire la mortalité spécifique de la tuberculose de 50% d'ici 2015			
D'ici 2011, avoir amélioré la qualité des services DOTS à tous les niveaux du système de santé pour atteindre un taux de succès de 85%	<ul style="list-style-type: none"> - Extension de services DOTS de qualité dans l'ensemble du système de santé jusqu'au niveau périphérique (centre de santé/poste de santé). - Expansion de DOTS communautaire dans 13 préfectures et communes du pays en collaboration avec le réseau du programme national et des partenaires ONGs. - Renforcer le réseau de laboratoires et la pratique du contrôle de qualité dans tous les laboratoires. - Renforcer la capacité de gestion et de suivi du PNLT au niveau central, régional et des districts incluant l'infrastructure, l'équipement, les ressources humaines, l'assistance technique, la formation, la recherche opérationnelle. 	<p>OMS :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appui au développement du matériel de formation et à la formation du personnel de santé à tous les niveaux - Développement des normes de contrôle de qualité des laboratoires et formation du personnel - Equipement des laboratoires dans les zones d'intervention - Appui à la formation sur l'utilisation des outils de collectes dans le cadre de la mise en œuvre de la DOTS communautaire 	OMS : 300.000

D'ici 2011, augmenter le taux de détection de tuberculose pulmonaire à 70%	<ul style="list-style-type: none"> - Information du public par les services de proximité en collaboration avec les ONGs et les media. - Accès amélioré aux services DOTS dans les zones isolées. 	OMS : <ul style="list-style-type: none"> - Support au développement d'un plan de plaidoyer et de communication - Appui à la formation du personnel médical pour la mise en œuvre d'une stratégie avancée de détection de la Tuberculose 	OMS : 100.000
D'ici 2011, augmenter le nombre de personnes prises en charge pour la co-infection VIH/SIDA	<p>Coordination et partenariat améliorés entre les programme nationaux SIDA et tuberculose et les organisations à base communautaire</p> <ul style="list-style-type: none"> - Référence de tous les patients TB aux Centres de Dépistage Volontaires. - Référence de tous les patients co-infectés TB-VIH aux structures de Continuum des soins y compris aux anti-rétroviraux - Accès facilité au diagnostic de la TB pour les PVVIH 	OMS : <ul style="list-style-type: none"> - Appui à l'élaboration d'un guide actualisé pour le diagnostic de TBC chez les PVVIH et pour la prise en charge des co-infectés. - Appui technique et financier aux comités de niveau national et districtal de coordination du VIH/SIDA et Tuberculose 	OMS : 50.000

3. Préservation de l'environnement et gestion durable des ressources naturelles

Priorités ou objectifs nationaux : Les capacités nationales sont renforcées pour la protection de l'environnement et la gestion durable des ressources naturelles.			
Effet de l'UNDAF : D'ici 2011, les populations de 50 CRD à écologie fragile gèrent durablement les ressources naturelles de leurs terroirs, et les populations urbaines d'au moins 25 quartiers les plus fragiles des communes de Conakry et de 7 communes urbaines de l'intérieur du Pays ont un cadre de vie amélioré.			
Effets de Programme Pays	Produits du Programme de Pays	Rôle des partenaires	Ressources (USD)

<p>4.1 Le cadre institutionnel et juridique nécessaire à la conservation de la diversité biologique et à l'utilisation durable des ressources est créée et est fonctionnel</p>	<p>4.1.1 Une politique nationale clairement définie en matière de protection et de gestion de l'environnement est élaborée et adoptée 4.1.2 Une loi cadre harmonisant les différents codes de gestion des ressources naturelles, de l'environnement et de la prévention des catastrophes naturelles, est élaborée, adoptée et vulgarisée. 4.1.3 Le Conseil National de l'Environnement et la Commission Nationale du Développement durable sont rendus opérationnels</p>	<p>4.1.1 PNUD, FAO, FEM, USAID, UNESCO contribueront à la formulation et à l'adoption de la politique 4.1.1 UNDP, UNHCR dans des zones affectées par la présence des réfugiés 4.1.1 OCHA contribuera au renforcement des capacités nationales en matière de prévention et de gestion des catastrophes naturelles et autres situations d'urgences environnementales 4.1.2 FAO AT à la Revue du Secteur Forestier 4.1.3 PNUD, FAO, USAID, FFEM Le Ministère en charge de l'Environnement convoque et organise les rencontres</p>	<p>112 150</p> <p>125 300 FAO : 20 000</p> <p>70 000</p>
<p>4.2 Les populations de 50 CRD à écologie fragile sont dotées et mettent en œuvre des plans d'aménagement et de gestion intégrés et participatifs des ressources naturelles</p>	<p>4.2.1 50 CRD sont cartographiées à partir d'images satellitaires ; 4.2.2 Les ressources naturelles de 50 CRD sont inventoriées ; 4.2.3 Les schémas d'aménagement des terroirs et de gestion des ressources naturelles sont négociés et adoptés.</p>	<p>4.2.1 PNUD, FAO, FEM, USAID, AFD, KFW, Guinée Ecologie, facilitent l'acquisition des images satellites et aident à l'élaboration de la cartographie 4.2.2 ONGs, Université, Ministères concernés, font les inventaires des RN 4.2.3 ONGs, Université, Ministères et communautés concernés élaborent les plans d'aménagement</p>	<p>25 000</p> <p>27 000</p> <p>35 000</p>

4.3 Les écosystèmes dégradés sont en cours de restauration	4.3.1 Un système de production de matériel végétal est mis en place dans les CRD ;	4.3.1 PNUD, FAO, USAID, AFD, KFW, apportent l'assistance financière pour la mise en place de pépinières forestières	55 000
	4.3.2 Des techniques de défenses et de restauration des sols sont appliquées par les populations ;	4.3.2 PNUD, FAO, FEM, USAID, AFD, KFW, apportent l'assistance technique et financière pour la formation des populations	70 000
	4.3.3 Les aires fragiles sont mises en défens pour leur restauration ;	4.3.2 Le UNHCR et UNDP apportera son appui à la Direction Nationale des Eaux et Forêts en Guinée Forestière dans le cadre de la réhabilitation de l'environnement, la production des plans et la réalisation des pare feus dans les zones affectées par la longue présence des réfugiés	30 000
	4.3.4 Des groupements forestiers sont créés et rendus opérationnels ;	4.3.4 Les partenaires fournissent l'assistance technique et financière	25 000

<p>4.4 Les aires-clefs de conservation de la diversité biologique sont durablement protégées</p>	<p>4.4.1 Les pratiques inappropriées d'exploitation des ressources naturelles sont réduites dans les zones forestières et les écosystèmes sensibles ;</p> <p>4.4.2 Les pratiques abusives des feux de brousse sont gérées avec la participation des populations dans 50 CRD ;</p> <p>4.4.3 La gestion participative des ressources naturelles est promue et renforcée dans les terroirs villageois et communautaires ;</p> <p>4.4.4 La création de forêts communautaires et privées est soutenue</p> <p>4.4.5 Les pratiques agricoles et pastorales sont améliorées dans 50 CRD à travers le pays en vue d'accroître la productivité et limiter les impacts négatifs sur l'environnement ;</p> <p>4.4.6 Le rôle des forêts et des arbres dans la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté, est optimisé au niveau des communautés locales ;</p> <p>4.4.7 Les textes de lois relatifs à la gestion des ressources naturelles et de l'environnement sont traduits en langues nationales, diffusés et appliqués ;</p> <p>4.4.8 Les capacités opérationnelles des structures centrales, déconcentrées et communautaires sont renforcées ;</p> <p>4.4.9 Les comités de bassins (réf. Code de l'eau) sont mis en place et rendus opérationnels ;</p> <p>4.4.10 Les zones de mangroves sont aménagées et mieux gérées (réf. Projet pilote de la baie de Sangareah) ;</p> <p>4.4.11 Les moyens de gestion des réserves nationales de la biosphère nationale sont renforcés ;</p> <p>4.4.12 Les pratiques traditionnelles de conservation et de gestion des ressources naturelles sont promues</p>	<p>4.4.1 Appui technique à la formation/sensibilisation des communautés rurales 35 000</p> <p>4.4.2 Assistance technique et financière pour la formation/éducation/sensibilisation des populations pour réduire les feux de brousse 35 000</p> <p>4.4.3 Assistance technique et financière pour la formation/éducation/sensibilisation des communautés rurales 40 000</p> <p>4.4.4 FAO AT à la formulation des Plans d'aménagement des Forêts Communautaires. 65 000</p> <p>4.4.5 FAO AT à la promotion des techniques agropastorales améliorées 75 000</p> <p>4.4.6 FAO AT à la promotion du rôle des forêts et de l'arbre dans la sécurité alimentaire 45 000</p> <p>4.4.7 FAO : participe à la diffusion des textes de loi en langues nationales 85 000</p> <p>4.4.8 Appui financier pour le renforcement des capacités nationales 135 000</p> <p>4.4.9 Assistance financière pour la création et le fonctionnement des comités de bassins 65 000</p> <p>4.4.10 Assistance technique et financière pour l'aménagement des zones de mangroves 50 000</p> <p>4.4.11 UNESCO : 25 000</p> <p>4.4.12 35 000</p>	<p>35 000</p> <p>35 000</p> <p>40 000</p> <p>65 000</p> <p>75 000</p> <p>45 000</p> <p>85 000</p> <p>135 000</p> <p>65 000</p> <p>50 000</p> <p>25 000</p> <p>35 000</p>
<p>4.5 La qualité et la sécurité sanitaire des Eaux et des autres ressources naturelles sont préservées</p>	<p>4.5.1 Les pratiques agricoles et industrielles respectueuses des Accords et conventions sur les polluants organiques persistants (POP) sont promues et renforcées</p> <p>4.5.2 L'utilisation de produits polluants ou toxiques pour les activités de production ou de protection des ressources naturelles est strictement contrôlée et suivie</p>	<p>4.5.1 FAO, PNUD, USAID, AFD, KWF : ATF dans la formation à l'utilisation rationnelle des POP</p>	<p>65 000</p>

<p>4.6 La qualité du cadre de vie est améliorée dans 25 quartiers de Conakry et 7 communes Urbaines de l'intérieur du pays.</p>	<p>4.6.1 Les schémas d'aménagement urbains sont actualisés et mis en œuvre ; 4.6.2 La construction d'habitations à loyer modéré est promue ; 4.6.3 La valorisation du recyclage des déchets est promue.</p>		
<p>4.7 Les élèves participent activement à la protection des écosystèmes fragiles, des espèces menacées de l'environnement.</p>	<p>4.7.1 Les capacités des enseignants en éducation relative à l'environnement sont renforcées ; 4.7.2 La dimension environnementale est introduite dans le curricula des écoles élémentaires. Les cours d'éducation environnementale sont dispensés dans les écoles</p>		
<p>4.8 Les structures de la protection civile et sanitaire interviennent efficacement</p>	<p>4.8.1 Les moyens d'intervention sont améliorés ; 4.8.2 Les populations des 25 quartiers de Conakry sont éduquées et informées sur les risques majeurs.</p>		

ANNEXE II : CADRE DE SUIVI ET EVALUATION

1. Croissance et développement des capacités productives

RESULTATS ESCOMPTEES 2007- 2011 : EFFETS ET PRODUITS	INDICATEUR	BASE	CIBLE	MOYEN DE VERIFICATION	ZONE GEOGRAPH.	FACTEURS DE RISQUES
Effet de l'UNDAF : D'ici 2011, les capacités productives et les opportunités d'accès à l'emploi et au revenu notamment pour les populations rurales, les jeunes et les femmes sont accrues, la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel des populations vulnérables, spécialement les femmes et les enfants est améliorée						
Effet de l'UNDAF : D'ici 2011, les populations actives guinéennes, notamment les jeunes, les femmes et les travailleurs ruraux, ont accru leurs capacités productives et bénéficient de meilleures opportunités d'accès à l'emploi et au revenu réduisant les niveaux élevés de pauvreté et d'inégalité et la sécurité alimentaire est améliorée pour les populations vulnérables, spécialement les femmes et les enfants	- Incidence de la pauvreté (P0)	49,2% (2002/3)	30% (en 2010)	Enquêtes pauvreté de la Direction Nationale de la Statistique (DNS) ; Enquêtes et rapports du Ministère de l'emploi ; Rapports de la Direction Nationale du Plan (DNP) ; Enquêtes malnutrition	National	Faible mobilisation de l'assistance technique et financière ; lenteur administrativ e ; aléas climatiques et catastrophes naturelles
	- Indice Gini d'inégalité	40,3% (2002/3)	A déterminer			
	- Incidence pauvreté rurale (P0)	59,9% (2002/3)	38% (en 2010)			
	- Revenu national brut/habitant	386 \$US (2004)	+ 25% (en 2010)			
	- Part du quintile le plus pauvre dans consommation nationale	6,4% (1994/95)	A déterminer			
	- Taux de chômage urbain des 15-25 (37) ans (Conakry)	A déterminer	A déterminer			
	- Taux de croissance PIB/tête/an	-0,3% (2000/4)	3,6% (en 2010)			
- Taux d'investissement (% PIB)	16,2% (1996/0)	25% (en 2010)				
- Evolution nombre d'emplois	A déterminer	A déterminer				
- % population souffrant de faim	31% (en 2000)	A déterminer				
Effet du Programme de Pays 1: Les politiques économiques et sociales sont réformées et une planification stratégique est appliquée pour l'atteinte des OMD	- Existence de politiques sectorielles revues et alignées sur les OMD	Non	Oui	Rapports de mise en œuvre de la SRP ; Documents de revue des programmes pays ; Rapports des ministères	National	Volonté politique ; insuffisance de l'assistance technique et financière des partenaires de développement
	- Existence de base de données actualisée	Oui	Mise à jour			
	- Nombre de Rapports de suivi et évaluation de programmes de réduction de pauvreté produits	A déterminer	A déterminer			

RESULTATS ESCOMPTEES 2007- 2011 : EFFETS ET PRODUITS	INDICATEUR	BASE	CIBLE	MOYEN DE VERIFICATION	ZONE GEOGRAPH.	FACTEURS DE RISQUES
Produits du programme de pays						
Produit du programme 1.1 : Capacités du système statistique et de planification améliorées, aux niveaux central et déconcentré, pour mieux répondre à la demande d'informations économiques et sociales reposant sur les OMD et à l'analyse de l'impact des politiques et programmes de développement sur la réduction de la pauvreté et de la vulnérabilité	<ul style="list-style-type: none"> - Existence du groupe de suivi-évaluation de la pauvreté avec des antennes opérationnelles - Existence de rapports national et régionaux d'activités et de suivi et d'évaluation de programmes - Nombre d'enquêtes/études - Rapport national sur le suivi des OMD régulièrement produit avec la qualité souhaitée 	<ul style="list-style-type: none"> - niveau national - niveau national - A déterminer - Disponible 	<ul style="list-style-type: none"> - niveau régional - niveau régional - A déterminer - Périodicité annuelle ou bi-annuelle 	Rapports de mise en œuvre de la SRP ; Documents de revue des programmes pays ; Rapports d'activités des départements ministériels	National et régional	Lenteur administrative ; manque de fonds
Produit du programme 1.2 : La connaissance des interrelations entre pauvreté, développement et dynamique de population (liée à la famille, aux migrations, à la fécondité des jeunes et à l'évolution de la prévalence du VIH/SIDA) est accrue	- Nombre de recherches, études et conférences-débats réalisées	A déterminer	A déterminer	EDS ; RGPH ; Enquêtes pauvreté ; Rapports du CNPRH	National	Absence d'assistance technique et financière
Produit du programme 1.3 : Les capacités des institutions nationales dans le domaine de l'intégration des variables démographiques dans les politiques et programmes de développement intégrant la dimension genre sont accrues	- Nombre de départements ministériels et d'ONG nationales ayant intégré les variables démographiques dans leurs politiques et programmes relatifs au genre notamment	A déterminer	A déterminer	Documents de politique sectorielle ; Rapports des ONGs	National et régional	Manque d'assistance technique et financière

RESULTATS ESCOMPTEES 2007- 2011 : EFFETS ET PRODUITS	INDICATEUR	BASE	CIBLE	MOYEN DE VERIFICATION	ZONE GEOGRAPH.	FACTEURS DE RISQUES
Produit du programme 1.4 : Les stratégies nationales et régionales de réduction de la pauvreté actualisées et bâties autour des OMD avec une participation accrue et de qualité des populations pauvres et vulnérables.	- Existence du DSRP I révisé et des DSRP régionaux actualisés et bâtis autour des OMD avec une participation accrue et de qualité des populations pauvres et vulnérables	- DSRP I disponible et limites analysées - Ebauche des DSRP régionaux	Oui	Rapports de mise en œuvre de la SRP ; Documents de revue des programmes de pays	National et régional	Absence d'assistance technique et financière
Produit du programme 1.5 Une expérience pilote de régionalisation des OMD est conduite dans la région de la Guinée Forestière.	- Existence de collectivités rurales et urbaines ayant conçues et mises en œuvre des programmes de sensibilisation ou de réalisation des OMD dans leurs plans locaux de développement	Non	Oui, au moins 25% des collectivités de la Guinée Forestière	Documents de revue de programmes pays ; Rapports de suivi des OMD	Régional	Manque de concertation entre les agences ; absence de programme conjoint
Produit du programme 1.6 : Plaidoyer du SNU pour une programmation budgétaire accordant la priorité aux secteurs sociaux, sensible à la perspective genre et à la correction des disparités au moyen d'un "budget social incompressible" disponible d'ici 2011 pour les interventions prioritaires de développement humain.	- Part du budget national consacrée aux secteurs * Santé * Education . genre - Existence d'une étude sur restructuration budgétaire et financement des OMD réalisée - % du PIP financé sur BND	A déterminer Non 16,2 (1996/00)	A déterminer Oui 25 (en 2010)	Loi des finances ; Rapport d'exécution du budget national ; Programme d'Investissements Publics ; Rapports ministériels	National	Absence d'action concrète de plaidoyer ; faible sensibilisation des autorités nationales

RESULTATS ESCOMPTEES 2007- 2011 : EFFETS ET PRODUITS	INDICATEUR	BASE	CIBLE	MOYEN DE VERIFICATION	ZONE GEOGRAPH.	FACTEURS DE RISQUES
Produit du programme 1.7 : Les institutions nationales disposent de ressources humaines et matérielles et bénéficient d'appuis pour reformuler et mettre en œuvre des politiques sociales (protection sociale, emploi, genre) et économiques dans les principaux secteurs porteurs de croissance (agriculture, industrie, artisanat, mines...) en accord avec le DSRP révisé et les OMD avant fin 2011	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de Politique et stratégies explicites de protection sociale élaborées en accord avec l'atteinte des OMD et adoptées - Ressources mobilisées et dépensées pour la mise en œuvre des composantes du Plan d'Action de la Politique de l'Emploi - Existence de politiques sectorielles actualisées en accord avec le DSRP révisé et les OMD 	<p>Non</p> <p>A déterminer</p> <p>Néant</p>	<p>Oui</p> <p>A déterminer</p> <p>Oui pour au moins 5 secteurs porteurs de croissance</p>	<p>Documents de revue de programmes pays ; Rapports d'activités des départements ministériels ; Rapports de mise en œuvre de la SRP</p>	National	<p>Insuffisances de l'assistance technique et financière</p>
Effet du Programme de Pays 2 : Les capacités productives et les revenus sont augmentés, notamment pour les populations rurales, les femmes et les jeunes dans les régions pauvres ou sinistrées de concentration du SNU	<ul style="list-style-type: none"> - Evolution du revenu moyen par tête dans les régions cibles - Evolution du nombre de jeunes et de femmes bénéficiaires de crédit et/ou de formation qualifiante - Evolution et répartition par sexe du nombre de producteurs ruraux encadrés et bénéficiant de crédits de la part d'institutions spécialisées 	<p>A déterminer</p> <p>A déterminer</p> <p>A déterminer</p>	<p>Au moins 5% de plus</p> <p>A déterminer</p> <p>A déterminer</p>	<p>Rapports des départements ministériels; Document sur le profil de pauvreté (DNS); enquêtes</p>	National	<p>Insuffisance de ressources; aléas climatiques; catastrophes naturelles; conflit sociopolitique</p>

RESULTATS ESCOMPTEES 2007- 2011 : EFFETS ET PRODUITS	INDICATEUR	BASE	CIBLE	MOYEN DE VERIFICATION	ZONE GEOGRAPH.	FACTEURS DE RISQUES
Produit du Programme 2.1 : Les localités rurales et semi-urbaines pilotes de Haute Guinée, de Moyenne Guinée et de Guinée Forestière disposent d'infrastructures économiques et sociales appropriées (pistes rurales, ouvrages de franchissement, magasins de stockage...) favorisant l'accès aux marchés et l'accroissement de la production agricole	- Nombre d'ouvrages de franchissement réhabilités pour désenclaver les zones de production dans les régions cibles	A déterminer	A déterminer	Documents de revue de programmes de pays ; Rapports d'activités des départements ministériels	National et local	
	- Nombre de kilomètres de pistes rurales construits et réhabilités	A déterminer	A déterminer			
Produit du Programme 2.2 : Des technologies appropriées et à faibles coûts de traitement et de conservation des produits locaux sont accessibles	- Nombre et type d'équipements offerts et mécanismes définis pour leur promotion	A déterminer	A déterminer	Documents de revue de programme de pays	National et régional	
Produit du Programme 2.3 : Les activités économiques non agricoles diversifiées en milieu rural et semi urbain et promotion des emplois extra agricoles dans les domaines de l'artisanat, du commerce, de la pêche, du salariat en fonction des opportunités locales	- Taux de croissance du nombre d'emplois non agricoles dans les zones rurales et semi urbaines d'intervention	A rechercher	Plus 5%	Rapports d'activités des projets ; Documents de revue des programmes pays	Locale	
	- Nombre d'artisans locaux et de travailleurs non agricoles formés et équipés		A déterminer			

RESULTATS ESCOMPTEES 2007- 2011 : EFFETS ET PRODUITS	INDICATEUR	BASE	CIBLE	MOYEN DE VERIFICATION	ZONE GEOGRAPH.	FACTEURS DE RISQUES
Produit du Programme 2.4 : L'environnement économique et institutionnel davantage favorable au développement du secteur privé, à la compétitivité des entreprises et à l'amélioration des revenus des populations	- Existence de l'étude sur le cadre réglementaire et administratif régissant le développement des micro, petites et moyennes entreprises et de l'artisanat	Non	Oui	Documents de revue des programmes de pays ; rapports FMI/BM ; Rapports d'activités des départements ministériels		
	- Existence de modules de formation conçus sur l'entreprenariat et développés dans les curricula des établissements d'enseignements secondaires	Non	Oui			
	- Existence de projet d'appui au développement du contrôle de qualité et de la normalisation en Guinée	Non	Oui			
Produit du Programme 2.5 : Les capacités institutionnelles et opérationnelles des institutions de micro-finance sont renforcées pour un accès accru des femmes et des jeunes au micro-crédit dans les régions défavorisées	- Nombre d'institutions de micro-finance bénéficiant d'appui financier dans les localités ciblées - Evolution du nombre de jeunes et de femmes bénéficiant de micro-crédits dans les localités ciblées	A déterminer A déterminer	Au moins 1 par localité ciblée Au moins 10.000 de plus avec l'appui du SNU	Documents de revue de programmes de pays ; Rapports de la BCRG ; Rapports des institutions de microfinance		

RESULTATS ESCOMPTEES 2007- 2011 : EFFETS ET PRODUITS	INDICATEUR	BASE	CIBLE	MOYEN DE VERIFICATION	ZONE GEOGRAPH.	FACTEURS DE RISQUES
Produit du Programme 2.5 : Soutien aux initiatives d'auto-promotion locales dans les zones d'accueil des réfugiés et des déplacés en Guinée Forestière et en Haute Guinée et programmes de DDR mis en œuvre en faveur des jeunes volontaires ex-combattants avant fin 2011	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'un protocole d'accord signé et mis en œuvre dans le cadre de programme conjoint de DDR en Guinée Forestière - Existence de centres locaux de formation réhabilités 	<p>Protocole d'accord signé entre PNUD et PAM pour la réinsertion économique des jeunes ex-combattants volontaires</p> <p>Locaux non appropriés</p>	<p>Ressources mobilisées et programme DDR mis en œuvre dans les localités pilotes au moins</p> <p>Oui</p>	Documents de revue des programmes de pays ; Rapports d'évaluation		
Effet du Programme de Pays 3 : Les pratiques alimentaires et nutritionnelles améliorées et diversifiées et les capacités nationales renforcées pour la surveillance et la gestion de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle	<ul style="list-style-type: none"> - Pourcentage de la population souffrant de faim - Evolution du ratio dépenses alimentaires sur dépenses totales dans les ménages pauvres - Pourcentage de la population en dessous de la norme d'apport calorique minimum - Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans présentant une insuffisance pondérale 	<p>A déterminer</p> <p>A déterminer</p> <p>A déterminer</p> <p>A déterminer</p>	<p>A déterminer</p> <p>A déterminer</p> <p>A déterminer</p> <p>A déterminer</p>	Enquêtes nationales ; Rapports EIBEP		
Produit du programme 3.1 : La stratégie nationale de sécurité alimentaire et le plan d'action nutritionnel mis en oeuvre	Existence d'un programme national de sécurité alimentaire validé et mis en oeuvre	Non	Oui	Document disponible		

RESULTATS ESCOMPTEES 2007- 2011 : EFFETS ET PRODUITS	INDICATEUR	BASE	CIBLE	MOYEN DE VERIFICATION	ZONE GEOGRAPH.	FACTEURS DE RISQUES
Produit du programme 3.2 Des projets communautaires de production locale, d'agroforesterie, de petit élevage, de pisciculture et de transformation de produits alimentaires mis en œuvre dans les CRD de la Moyenne et Haute Guinée	<ul style="list-style-type: none"> - Ressources financières mobilisées dans le cadre de Telefood et de l'Initiative PPTE pour la mise en œuvre de projets communautaires - Nombre de plantations à haute valeur ajoutée et de haies vives mises en valeur - Nombre de jardins scolaires communautaires 	<p>A déterminer</p> <p>A déterminer</p> <p>A déterminer</p>	<p>A déterminer</p> <p>A déterminer</p> <p>A déterminer</p>	Rapports d'exécution des projets ; Documents de revue de programmes pays	Local	
Produit du programme 3.3 Un système d'information et de cartographie de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité (SICIAV/VAM) élaboré et mis en place	- Existence d'un SICIAV/VAM à jour	Non	Oui	Rapports du SICIAV/VAM ; Documents de revue de programmes pays	National	
Produit du programme 3.4 Les outils et mécanismes de prévention et de gestion des crises alimentaires et nutritionnelles dues aux aléas climatiques et aux catastrophes mieux définis et opérationnels	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'outils et de mécanismes de prévention et de gestion de crises alimentaires et nutritionnelles - Existence de plan de contingence 	<p>Oui</p> <p>Oui</p>	<p>Mis à jour continu</p> <p>Mis à jour continu</p>	Document relatif au Plan de contingence ; Documents sur les outils et mécanismes de prévention et de gestion des crises alimentaires		

<p>Effet du Programme de pays 1 : Les politiques économiques et sociales sont réformées et une planification stratégique est appliquée pour l'atteinte des OMD :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Capacités du système statistique et de planification améliorées, - Connaissance des interrelations entre pauvreté, développement et dynamique de population est accrue - Les SRP nationale et régionales actualisées et bâties autour des OMD - Plaidoyer du SNU pour une programmation budgétaire accordant la priorité aux secteurs sociaux, - les institutions nationales disposent de ressources humaines et matérielles pour reformuler et mettre en œuvre des politiques de développement, 	<p>Nombre d'études réalisées et outils d'analyse mis en place</p> <p>Documents de politiques et stratégies élaborés et adoptés</p> <p>Part du budget de l'Etat consacrée aux secteurs sociaux</p>				<p>Toute Guinée</p> <p>Toute Guinée</p> <p>Toute Guinée</p> <p>National et régional</p> <p>Toute Guinée</p> <p>Toute Guinée</p>	
--	---	--	--	--	---	--

<p>Effet du programme de pays 2 : Les capacités productives et les revenus sont augmentés notamment pour les populations rurales, les femmes et les jeunes dans les régions pauvres ou sinistrées de concentration du SNU :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les localités rurales et semi-urbaines sont dotées d'infrastructures appropriées pour accroître la production agricole - Des technologies appropriées et à faibles coûts de traitement et de conservation des produits locaux sont accessibles, - Les activités économiques non agricoles diversifiées en milieu rural - L'environnement économique et institutionnel davantage favorable au développement du secteur privé, à la compétitivité des entreprises - Les capacités institutionnelles et opérationnelles des institutions de micro-finance sont renforcées, - Soutien aux initiatives d'auto-promotion locales 					<p>Toute Guinée</p> <p>Toute Guinée</p> <p>Toute Guinée</p>	
--	--	--	--	--	---	--

<p>Effet du programme de pays 3: Les pratiques alimentaires et nutritionnelles améliorées et diversifiées et les capacités nationales renforcées pour la surveillance et la gestion de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La stratégie nationale de sécurité alimentaire et le plan d'action nutritionnel mis en œuvre - Des projets communautaires de production locale, d'agroforesterie, de petit élevage, de pisciculture et de transformation de produits alimentaires mis en œuvre dans toutes les CRD de la Moyenne et Haute Guinée - Un système d'information et de cartographie de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité élaboré et mis à jour - Les outils et mécanismes de prévention et de gestion des crises alimentaires et nutritionnelles dues aux aléas climatiques et aux catastrophes mieux définis et opérationnels 					
---	--	--	--	--	--

2. Améliorer la gouvernance et renforcer les capacités institutionnelles et humaines

EFFETS ET PRODUITS 2007- 2011	INDICATEURS	BASE	CIBLE	MOYEN DE VERIFICATION	ZONE GEOGRA-PHIQUE	FACTEURS RISQUES
Effet de l'UNDAF : D'ici 2011, les populations connaissent, expriment librement leurs droits, participent au processus démocratique et au développement socio-économique dans le cadre d'institutions consensuelles axées sur les résultats						
<p>Effet de programme Pays 1 : Les citoyens disposent d'une administration décentralisée dans les zones prioritaires, délivrant ses services selon les principes de bonne gouvernance</p> <p>Produit de programme 1.1 : - Une masse critique d'acteurs locaux applique le processus de décentralisation contribuant à la réalisation des droits humains</p> <p>Produit de programme 1.2 : - Une masse critique d'acteurs, prioritairement les femmes, maîtrise, applique et vulgarise les outils juridiques et administratifs du processus de décentralisation</p> <p>Produit de programme 1.3 : - Les plans de développement locaux sont élaborés, mis en œuvre et bénéficient d'un système de suivi/évaluation selon une approche participative.</p> <p>Produit de programme 1.4 : Les collectivités locales mobilisent les ressources humaines et financières substantielles pour la mise en œuvre efficace de leurs PDL.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le Nombre des collectivités dont l'état de lieu est élaboré est validé (Situation de référence) - Le nombre d'acteurs de chaque collectivité qui maîtrisent les mécanismes de décentralisation et sont capables de les vulgariser - Le nombre d'acteurs clés de chaque collectivité qui disposent des instruments juridiques et administratifs relatifs à la bonne gouvernance - Le nombre d'acteurs de chaque collectivité locale ont assimilé l'approche basée sur les droits humains appliquée à la décentralisation et agissent de façon responsable. 		<ul style="list-style-type: none"> - 341 collectivités - 150 acteurs par collectivité - Au moins 150 acteurs clés de chaque collectivité - Au moins 150 acteurs de chaque collectivité 	Rapport d'Evaluation sur la décentralisation en Guinée	Toute Guinée	

<p>Effet de programme pays 2 : Les citoyens bénéficient de services publics de qualité, notamment dans les domaines (éducation, santé, eau, développement rural...etc.)</p> <p>Produit de programme 2.1 : Les services déconcentrés disposent de compétences techniques administratives et leurs capacités financières renforcées</p> <p>Produit de programme 2.2 : Des manuels de procédures sont disponibles, vulgarisés et appliqués aux niveaux central et déconcentré</p> <p>Produit de programme 2.3 : La traçabilité des dépenses publiques permet d'assurer un transfert effectif et une bonne gestion des ressources publiques</p>	<p>- Le nombre de CRD qui ont élaboré leur diagnostic participatif prenant en compte les thématiques de la gouvernance les droits humains</p> <p>- Le nombre de PDL élaboré prenant en compte la thématique gouvernance et les droits humains</p>		<p>- 341 collectivités</p> <p>- 341 PDL</p>	<p>Rapport d'Evaluation sur la décentralisation en Guinée</p>	<p>Toute Guinée</p>	
---	---	--	---	---	---------------------	--

<p>Effet de programme pays 3 : La gestion des finances publiques est améliorée</p> <p>Produit du programme 3.1 : Les capacités humaines et techniques des structures de gestion, des institutions de contrôle, (Parlement, Chambre des Comptes...etc) des collectivités et des médias sont renforcées dans le domaine de la gestion des Finances Publiques ;</p> <p>Produit du programme 3.1 : Une approche intégrée de lutte contre la corruption est mise en œuvre ;</p> <p>Produit du programme 3.1 : Les recettes publiques, en termes réels, sont améliorées et sécurisées ;</p> <p>Produit du programme 3.1 : L'allocation des dépenses publiques reflète les priorités stratégiques et s'exécutent de manière efficace et efficiente conformément aux procédures ;</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le nombre de collectivités ayant reçu des ressources au moins 3 fois par an via les mécanismes décentralisés de transfert des ressources du niveau central vers les collectivités - Le nombre de collectivités ayant le nombre de personnel complet requis par poste - Le taux de recouvrement IMDL (impôt minimum du développement local) - La part de IMDL dans le FDL - Le nombre de collectivités qui gère de façon transparente le FDL 		<ul style="list-style-type: none"> - 341 Collectivités - 341 Collectivités - 90% - 50% - 341 Collectivités 	<p>Rapport d'Evaluation sur la décentralisation en Guinée</p>		
--	---	--	---	---	--	--

<p>Effet de programme pays 4 : L'impact de l'aide publique sur les conditions de vie de la population est renforcé.</p> <p>Produit du programme 4.1 : Les capacités de planification, de coordination et de suivi de l'aide au niveau des autorités et des structures locales sont renforcées</p> <p>Produit du programme 4.2 : La coordination de l'aide assure l'efficacité et la simplification de l'intervention des bailleurs de fonds</p> <p>Produit du programme 4.3 : Renforcer la synergie entre l'administration centrale et les autorités locales dans la planification et le suivi de l'exécution de l'aide</p>	<p>- La proportion de services administratifs qui utilisent correctement des manuels de procédures administratives disponibles et vulgarisés</p>		<p>- 80% des services publics</p>	<p>Rapport d'Enquêtes sur l'application des procédures administratives par les services publics</p>	<p>Toute Guinée</p>	
---	--	--	-----------------------------------	---	---------------------	--

<p>Effet de programme pays 5 : L'administration publique, les partis politiques, la société civile, le secteur privé participent efficacement au processus de développement</p> <p>Produit de programme 5.1 : Les capacités des associations et institutions qui oeuvrent dans la promotion et la protection des droits humains et de la paix, sont renforcées</p> <p>Produit de programme 5.2 : Le processus participatif offrant un espace de dialogue et de concertation sur le développement et la lutte contre la pauvreté, est renforcé et institutionnalisé à tous les niveaux</p> <p>Produit de programme 5.3 : Des autorités de régulation autonome des pouvoirs publics sont mises en places et fonctionnelles dans les services d'utilité publique (eau, électricité, télécommunication) pour préserver la concurrence</p> <p>Produit de programme 5.4 : Les capacités des partis politiques, des syndicats et des organisations faïtières sont renforcées à travers la mise en oeuvre de mécanismes de financement appropriés</p> <p>Produit de programme 5.5 : Des associations de consommateurs sont créées et renforcées pour renforcer l'efficacité des services d'utilité publique</p> <p>Produit de programme 5.6 : La fonction publique applique un système de gestion transparent et incitatif.</p>	<p>- La proportion de services déconcentrés qui ont reçu les 75% des ressources annuelles qui les sont affectées selon les lois de finance</p>		<p>- 90% des services déconcentrés</p>	<p>Rapport d'Enquêtes sur la traçabilité des dépenses publiques sont réalisées et des leçons tirées</p>	<p>Toute Guinée</p>	
--	--	--	--	---	---------------------	--

Finances publiques et Monnaie

<p>Produit PP 1.7 : Les capacités humaines et techniques du Parlement, des collectivités et des médias sont renforcées dans l domaine des Finances Publiques</p>	<ul style="list-style-type: none"> - La proportion des parlementaires et assistants qui sont équipés, formés, et qui sont capable d'analyser et contrôler les documents budgétaires - La proportion des collectivités qui élaborent, approuvent et exécutent leurs budgets selon des mécanismes de gestion transparente - La création d'émissions spéciales dans les medias publiques pour la promotion de la transparence dans la gestion des ressources publiques 		<ul style="list-style-type: none"> - 100% - 100% - Au moins 1 émission 	<p>Rapport d'Enquêtes sur le renforcement des capacités des parlementaires et assistants</p> <p>Rapport d'Enquêtes auprès des medias</p>		
<p>Produit PP 1.8 : Les recettes publiques, en termes réels, sont améliorées et sécurisées</p>	<ul style="list-style-type: none"> - La proportion des cadres dirigeants des régies de recettes qui ont été recrutés et évalués sur la base des contrats de performance - La proportion des fonctionnaires des régies de recettes qui sont équipés et formés - La proportion des de régies de recettes qui ont fait l'objet d'un contrôle 		<ul style="list-style-type: none"> - 80% - 90% - 100% 	<p>Rapport d'Enquêtes auprès des régies financières</p>		
<p>Produit PP 1.9 : Les dépenses publiques reflètent les priorités stratégiques et s'exécutent de manière efficace et efficiente conformément aux procédures</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le taux d'exécution budgétaire du DSRP - Présentation à temps de la loi des règlements au parlement 		<ul style="list-style-type: none"> - 100% - date de soumission au parlement de la loi des règlements 			

Produit PP 1.10 : Les ressources en devises du pays sont augmentées et profitent à l'ensemble de l'économie	- La proportion des recettes d'exportation qui sont rapatriées et sécurisées		- 100%			
--	--	--	--------	--	--	--

2. Accès équitable au service sociaux de base

Santé						
EFFETS ET PRODUITS 2007- 2011	INDICATEURS	BASE	CIBLE	MOYEN DE VERIFICATION	ZONE GEOGRA-PHIQUE	FACTEURS RISQUES
Effet PP 1. Les populations en particulier dans les zones les plus pauvres et notamment les enfants, les jeunes et les femmes ont accès aux services de santé de qualité dans le domaine de la santé infantile, la santé reproductive et la nutrition; la couverture des services de prévention et de prise en charge y compris au niveau communautaire des maladies à l'origine de la majorité des décès maternels et infantiles est augmentée	Taux de mortalité des moins de 5ans Taux de mortalité NN TMM TCV par antigène Taux de malnutrition % d'enfants ayant un protocole Palu Taux de mortalité maternelle NB : Indicateurs par zone et par sexe			EDS, MICS Rapports SNIS	Toute Guinée	
Produit PP 1.1 : Les politiques sectorielles nationales pour la santé infantile, la santé reproductive et la nutrition sont renforcées, développées ou adaptées et adoptées pour inclure toutes les interventions à forte incidence sur la mortalité et le développement	Politiques nationales et sectorielles de santé infantile et maternelle révisées et adoptées			Plan national d'action sanitaire	Toute Guinée	
1.2 : La couverture en services de prévention, de santé reproductive, de santé infantile et de nutrition est améliorée et la qualité de prise en charge des maladies à l'origine de la majorité des décès maternels, néonataux et infantiles est assurée	Nombre de centres de soins équipés et fonctionnels Taux de fréquentation des services % de consultations pré et post natales assurées par un personnel de santé qualifié				Toute Guinée	

1.3 : Des aliments de complément à base de produits locaux pour le nourrisson après 6 mois sont disponibles. Une préparation locale est disponible pour les Centres de Nutrition Thérapeutique. Des aliments d'usage courant sont fortifiés et disponibles pour une utilisation nationale. Tout le sel produit localement ou importé est iodé adéquatement. Une meilleure coordination des interventions en nutrition est assurée.	Nombre de centres de Nutrition thérapeutique fournissant des aliments de complément enrichis Taux de disponibilité et de consommation de sel iodé dans les ménages Existence d'un mécanisme fonctionnel de coordination des interventions en nutrition				Toute Guinée	
1. 4. Les familles et les communautés connaissent et appliquent les pratiques familiales et communautaires en matière de santé et nutrition, SR qui ont un effet sur la survie, la croissance et le développement du nouveau né, jeune enfant et leur mère; leur accès aux services est facilité par la mutualisation.	Proportion des familles et individus ayant des CAP positives sur la nutrition, la santé de l'enfant et de la mère Nombre de mutuelles de santé mises fonctionnelles			Enquêtes CAP	Toute Guinée	
1. 5. Dans les zones d'urgences et de post-conflit, des services de vaccination, de nutrition et de santé reproductive sont rendus disponibles et accessibles, les centres de santé sont renforcés en médicaments essentiels	Taux de couverture vaccinale dans les zones de post conflit Nombre de centres de santé équipés et disposant de médicaments essentiels Nombre de rupture de chaîne de froid et de médicaments			Rapports d'activités Rapport SNIS	Guinée forestière, Kindia et Forécariah	
Education de base						
Effet PP 2. Au moins 30% des enfants d'âge préscolaire (3-6 ans), 90% d'âge scolaire(7-12 ans) et 50% des adolescents(13-18 ans) et adultes (19-49 ans) en particulier les filles et les femmes, jouissent de leur droit à une éducation de base de qualité	TBS (F/G) TNS (F/G) Proportion enfants inscrits dans le préscolaire Taux d'inscription au primaire (F/G) Taux d'inscription au secondaire (F/G) Proportion d'enfants inscrits dans un EBNF		30 % 90 % 90 % 50 %	Annuaire statistique de l'Education Rapports d'enquêtes	Toute Guinée	

Produit PP 2.1. L'environnement physique et les processus d'enseignement et d'apprentissage, les techniques de suivi et d'évaluation des acquis ainsi que les politiques éducatives et la gestion du système sont améliorés	Evaluations des procédures et de la gestion du système éducatif Performance des outils et mécanismes de suivi évaluation Politique éducative et cursus scolaires révisés et adaptés				Toute Guinée	
2.2. Les services éducatifs (préscolaire, élémentaire, non formels) sont disponibles en nombre suffisant et sont utilisés	Nombre d'élèves par salle de classe Ratio élève / Maître Taux de fréquentation Nombre de manuels scolaires/élève % de centres éducatifs avec eau potable et latrines fonctionnelles				Toute Guinée	
2. 3. Les parents, les familles, les communautés sont engagés pour l'alphabétisation et la scolarisation, inscrivent et maintiennent leurs enfants en particulier les filles à l'école	Taux de scolarisation des filles Taux de maintien Taux d'alphabétisation des adultes				Toute Guinée	
2. 4. Dans les zones d'urgence et de post -conflit, des services éducatifs adaptés sont disponibles et utilisés	Taux de fréquentation dans les ZU % de centres éducatifs fonctionnels				Zones d'urgence et de post conflits	
Eau- Hygiène- Assainissement						
Effet PP 3 : Les familles, les communautés et les élèves des zones les plus pauvres consomment de l'eau potable, utilisent des latrines hygiéniques, respectent les règles élémentaires d'hygiène et jouissent d'un environnement sain	Taux d'accès à l'eau potable Taux d'accès aux latrines hygiéniques Nombre d'écoles avec points d'eau potable Nombre d'écoles avec latrines hygiéniques séparées F/G			EDS, MICS Rapports d'activités et d'enquêtes	Toute Guinée	
Produit PP 3.1. 1. Les politiques sectorielles pour la promotion de l'hygiène, de l'assainissement et de l'Alimentation en Eau Potable sont définies et adoptées						

3.2. Les infrastructures d'eau et d'assainissement sont disponibles, utilisées et la qualité de l'eau consommée répond aux normes standard particulièrement en milieu rural et dans les zones d'urgence / post-conflit						
3.3. L'environnement scolaire est rendu sain et attrayant pour les élèves, les filles en particulier.						
3.4. Les familles et les communautés connaissent la relation eau/ hygiène/ santé et améliorent leurs pratiques d'hygiène						
Protection des droits						
Effet PP 4. Les populations vulnérables, les enfants, les femmes et les jeunes, jouissent de leur droit à la protection contre les abus, l'exploitation et la violence et ont accès aux services sociaux de base et aux services spécialisés	Existence textes de loi ratifiés et promulgués Nombre d'ECL ou mineurs en prison Nombre d'enfants séparés, réunifiés Nombre de cas de violences référés Proportion d'enfants travailleurs Nombre de cas de traite d'enfants Proportion d'OEV bénéficiant de prise en charge sanitaire, scolaire, nutritionnel et psycho-social			Rapports d'activités Rapports d'enquêtes Journal officiel	Toute Guinée	
Produit PP 4.1. Les politiques de protection et d'habilitation sociales sont régulièrement révisées et servent de base aux plans d'actions opérationnels, coordonnés et harmonisés	Politiques sociales de protection et d'habilitation révisées et adoptées Plans d'actions opérationnels élaborés et exécutés			Rapports officiels	Toute Guinée	
4.2. Les organisations de la société civile sont renforcées, ont la capacité de mobiliser des ressources et d'offrir des services sociaux spécialisés accessibles à tous y compris dans les situations d'urgence	Nombre d'ONGs et associations spécialisées capables de fournir des services de protection			Rapports de revues et d'évaluation	Toute Guinée	
4.3. Les communautés se sentent concernées par la protection, elles agissent à leur niveau grâce à une habilitation efficace				Enquête CAP	Toute Guinée	
4.4. Les enfants, les femmes et les jeunes, participent activement à la prise de décision et à la mise en œuvre des activités de protection les concernant	Taux de participation des enfants et des jeunes dans l'élaboration et l'exécution des plans d'actions			Rapports de revues et d'évaluation	Toute Guinée	

3. Lutte contre le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose

RESULTATS ESCOMPTEES 2007- 2011 : EFFETS ET PRODUITS	INDICATEUR ¹	BASE ²	CIBLE ³	MOYEN DE VERIFICATION ⁴	ZONE GEOGRA- PHIQUE ⁵	FACTEURS DE RISQUES
VIH/SIDA						
Effet de Programme Pays 1 : D'ici 2011, 50% de la cible définie dans la feuille de route nationale pour l'accès universel de la population sexuellement active, en priorité les femmes et adolescents/jeunes, à la prévention adoptent des comportements à moindre risque	Taux utilisation du préservatif masculin chez les jeunes de 20-24 ans (F/H)	F : 8.5% H : 41.9%	Augmentation de 30%	Rapport d'enquête	Tout le pays et les zones de rencontre	
	% d'écoles secondaires enseignant l'éducation sur le VIH/SIDA fondée sur les compétences psychosociales	0	50%	Rapport d'enquête		
	% des jeunes de 20-24 ans qui pensent qu'il y a moyen d'éviter le VIH/SIDA	F : 73.7% H : 84.5%	100%	Rapport d'enquête		

¹ Quantitatif ou qualitatif

² Niveau de départ de l'indicateur

³ Niveau d'arrivée de l'indicateur

⁴ Source de données : étude, évaluation, enquête, visite de terrain, données routine, registre

⁵ Niveau de désagrégation

RESULTATS ESCOMPTES 2007- 2011 : EFFETS ET PRODUITS	INDICATEUR¹	BASE²	CIBLE³	MOYEN DE VERIFICATION⁴	ZONE GEOGRA- PHIQUE⁵	FACTEU RS DE RISQUES
Produit du Programme 1.1 : La disponibilité et l'accessibilité géographique et financière des préservatifs (masculin et féminin) sont assurées dans toutes les communautés urbaines et rurales	Nombre de points de distribution possédant des préservatifs ; Nombre de contraceptifs (M/F) commandés et effectivement distribués			Rapport SNIGS ; Rapport d'enquête ; Bons de livraison Inventaires des stocks	Tout le pays et les zones de rencontre	
Produit du Programme 1.2 : La population générale en priorités les groupes vulnérables (TS, routiers, jeunes et adolescents etc.) est informée et éduqué sur les IST/VIH/SIDA et consciente de l'utilisation du préservatif,	Nombre de personnes informées sur les IST/VIH/SIDA ; Nombre de personnes informées sur les biens fait de l'utilisation du préservatif Taux d'utilisation du préservatif (M/F)	6%	100% 100% 15%	EDS ; MICS ; Rapport de sensibilisation ; Rapport d'Enquête	National, urbain rural, régional, préfectoral	Manque de ressources
Produit du Programme 1.3 : Un mécanisme de distribution du préservatif à base communautaire existe et fonctionne (relais communautaire)	Existence d'un mécanisme de distribution fonctionnel ; Nombre de points de distribution communautaires fonctionnels ; Nombre de distributeurs		Oui	Document de programme de distribution élaboré ; Rapport d'activité ; Rapport d'enquête	Communes Urbaines et Rurales	
Produit du Programme 1.4 : Les programmes d'éducation pour l'acquisition de compétence sur les IST/VIH/Sida sont élaborés et enseignés dans tous les établissements scolaires et universitaires (privés et publics)	Nombre d'établissements scolaires dispensant l'éducation sur les IST/VIH/Sida ; Nombre d'établissements universitaires/professionnels dispensant l'éducation sur les IST/VIH/Sida ;			Rapport de mission d'évaluation, Rapport d'enquête	Pays	

RESULTATS ESCOMPTES 2007- 2011 : EFFETS ET PRODUITS	INDICATEUR ¹	BASE ²	CIBLE ³	MOYEN DE VERIFICATION ⁴	ZONE GEOGRA- PHIQUE ⁵	FACTEURS DE RISQUES
Effet de Programme Pays 2 : D'ici 2011, 60% de la cible fixée par la feuille de route nationale pour les personnes infectées et/ou affectées par le VIH/SIDA sont effectivement prises en charge sur le plan psychosocial, médical, juridique et socioéconomique	% des personnes nécessitant ARV sous traitement % des centres de soins IST publics qui offrent des services de CDV du VIH et/ou aiguillent les patients vers d'autres centres % des établissements de santé capables de dispenser une prise en charge adéquate des PVVIH % des femmes enceintes infectées par le VIH qui reçoivent un traitement prophylactique complet aux ARV pour réduire le risque de TME	<10% <1% <1% <1%	50% 50% 10% 50%	Rapport PNPCSP Etude IP6/IP7 Enquête structures de santé Rapports trimestriels du PNPCSP	Zones d'intervention Zones d'intervention des agences concernées Zones d'intervention des agences concernées Zones d'intervention des agences concernées	
Produit du Programme 2.1 : Les services de conseil, de dépistage et de prise en charge médicale sont disponibles et accessibles au niveau des 38 districts sanitaires du pays (publics, privées et mixte)	- Nombre de CDV et de services de prise en charge médicale fonctionnels ; - Nombre de personnes bénéficiant de CDV ;	12	100%	Rapport d'activité, Rapport d'enquête	Les 38 districts sanitaires du pays (publics, privés et mixte)	

RESULTATS ESCOMPTES 2007- 2011 : EFFETS ET PRODUITS	INDICATEUR ¹	BASE ²	CIBLE ³	MOYEN DE VERIFICATION ⁴	ZONE GEOGRA- PHIQUE ⁵	FACTEU RS DE RISQUES
Produit du Programme 2.2 : Les ARV, les médicaments IO et IST, les équipements de laboratoire et la logistique sont disponibles et accessibles dans toutes les structures de prise en charge	- Nombre de personnes ayant besoins d'ARV ; - Nombre de personnes sous ARV, IO et IST ; - Nombre de structures dotées d'équipements et logistique de prise en charge ;	< 1%	10%	Rapport d'activités ; Rapport d'enquête	Pays	
Produit du Programme 2.3 : Des structures communautaires de prise en charge psychosociale et nutritionnelle sont disponibles et fonctionnelles pour les populations en général et des programmes spéciaux seront mis en place à l'intention des populations déplacées et réfugiées.	- Nombre de structures communautaires de prise en charge psychosociale et nutritionnelle disponibles et fonctionnelles ; - Nombre de personnes prises en charges ;			Rapport d'activités Rapport d'enquête	Pays	
Produit du Programme 2.4 : Les activités de prévention de la transmission mère enfant sont intégrées dans le paquet minimum d'activité des 38 districts sanitaires	- Nombre de formations sanitaires menant des activités de PTME intégrées dans un paquet minimum ;		100%	Rapport d'activités Rapport d'enquête	Pays	
Produit du Programme 2.5 : Les PVVIH bénéficient des services de protection juridiques (stigmatisation, rejet, participation des PVVIH) au niveau central et décentralisé	- Lois protégeant les PVVIH au niveau central et décentralisé promulguées et appliquées		Oui	Documents juridiques ; Journal officiel de la nation	Pays	

RESULTATS ESCOMPTES 2007- 2011 : EFFETS ET PRODUITS	INDICATEUR ¹	BASE ²	CIBLE ³	MOYEN DE VERIFICATION ⁴	ZONE GEOGRA- PHIQUE ⁵	FACTEU RS DE RISQUES
Produit du Programme 2.6 : 50% des PVVIH développent des activités génératrices de revenus (AGR) et tous les orphelins de Sida et les enfants vulnérables ont accès aux services sociaux de base	- Nombre d'activités génératrices de revenus développées par les PVVIH ; - Nombre d'orphelins de sida et des enfants vulnérables ayant accès aux services sociaux de base	<5%	50% de PVVIH, Orphelins de sida et enfants vulnérables	Rapport d'activité ; Rapport d'enquête	Pays	
Effet de Programme Pays 3 : 80% des institutions nationales (Communautés, ONGs, services décentralisés) disposent des capacités de lutte contre le VIH/SIDA et autres IST	% des associations et ONG de PVVIH ayant bénéficié d'un appui financier pour la réalisation d'un projet Nombre de services, institutions et ONGs impliqués dans la lutte contre le VIH/SIDA			Base de données AGF Rapports annuels CRLS	Zones d'intervention des agences concernées Zones d'intervention des agences concernées	
Produit du Programme 3.1 : Des comités locaux sont organisés, renforcés et fonctionnent dans chaque localité urbaine et rurale pour lutter contre le Sida.	Nombre de comités locaux fonctionnels et renforcés pour lutter contre le sida			Rapport d'activités ; Rapport d'audit ; Rapport d'enquête	Villes et sous-préfectures	
Produit du Programme 3.2 : Des plans de lutte contre le VIH Sida, sont élaborés et exécutés par les responsables locaux, les leaders communautaires et les religieux.	- Nombre de plans d'actions élaborés et exécutés ; - Nombre de leaders, religieux et responsables locaux participants à l'élaboration et mise en œuvre des plans d'actions contre le VIH			Plan élaboré ; Rapport d'activités ; Rapport d'enquête	Communautés	

RESULTATS ESCOMPTES 2007- 2011 : EFFETS ET PRODUITS	INDICATEUR ¹	BASE ²	CIBLE ³	MOYEN DE VERIFICATION ⁴	ZONE GEOGRA- PHIQUE ⁵	FACTEU RS DE RISQUES
Effet de Programme Pays 4 : La stratégie nationale multi-sectorielle de lutte contre le VIH/SIDA est renforcée et mise en œuvre	Montant des fonds nationaux engagés par le gouvernement pour lutter contre le VIH/SIDA Nombre de recherches réalisées dont les résultats sont diffusés dans le cadre du CNLS			Enquête Base de données La PESCH	Pays CNLS/Minist ère santé	
Produit du Programme 4.1 Les mécanismes de coordination dans la mobilisation des ressources et la mise en oeuvre des activités, qui applique le principe directeur du Three-one (une coordination, un cadre stratégique, un système de suivi/évaluation) fonctionnent effectivement	Un mécanisme de coordination sur la base du Three-one fonctionnel ; Plan de suivi/évaluation		Oui Oui	Mécanisme élaboré ; Rapport d'activités ; Rapport d'enquête	Pays	
Produit du Programme 4.2 : Un système national d'information et de surveillance du VIH Sida est mis en place et est opérationnel.	Existence d'un Système d'Information et Gestion (SIG) sur le VIH fonctionnel	Non	Oui	Base de données du SIG sur le VIH élaboré ; Rapport d'activité	Niveau central, régional et préfectoral	
Produit du Programme 4.3 : Un cadre légal et réglementaire sur le VIH Sida est élaboré et mis en application (droit et devoir des PVVIH et du personnel soignant).	Existence d'un cadre légal et réglementaire sur le VIH sida mis en place et fonctionnel	-	Oui	Document juridique ; Journal officiel de la nation; Rapport d'activité	Pays	

RESULTATS ESCOMPTES 2007- 2011 : EFFETS ET PRODUITS	INDICATEUR¹	BASE²	CIBLE³	MOYEN DE VERIFICATION⁴	ZONE GEOGRA- PHIQUE⁵	FACTEU RS DE RISQUES
Produit du Programme 4.4 : Les documents de politique, les protocoles de prise en charge, le cadre logique de suivi évaluation sont élaborés/adaptés et disponibles à tous les niveaux	La politique et les protocoles de prise en charge sont disponibles et appliqués	-	Oui	Document de Politique élaboré ; Journal officiel de la Nation ;	Pays	
	Un cadre logique de suivi évaluation est fonctionnel à tous les niveaux	-	Oui	Plan de suivi/évaluation ; Rapport d'activité		
PALUDISME						
Effet de l'UNDAF : D'ici 2011, le taux de mortalité attribuable au paludisme chez les enfants de moins de 5 ans diminue de 10% et le taux de morbidité du au paludisme chez les femmes enceintes en consultation externe diminue de 30 %						
Produit du Programme 5.1 : Les médicaments antipaludiques sont disponibles au niveau des structures de santé et de la communauté	-Nombre de structures sanitaires sans rupture de stock de médicaments antipaludiques pendant 15 jours durant les 3 derniers mois	68%	100%	Rapport d'activité ; Rapport d'évaluation	Pays	
Produit du Programme 5.2 : Les laboratoires des centres de santé et des hôpitaux sont équipés et approvisionnés en matériels et réactifs	-Nombre de laboratoires des CS équipés et approvisionnés en matériels et réactifs ;	-	200 CS	Rapport d'activité ; Rapport d'évaluation	Pays	
	-Nombre de laboratoires des Hôpitaux approvisionnés en matériels et réactifs ;	-	38 HP			

RESULTATS ESCOMPTES 2007- 2011 : EFFETS ET PRODUITS	INDICATEUR¹	BASE²	CIBLE³	MOYEN DE VERIFICATION⁴	ZONE GEOGRA- PHIQUE⁵	FACTEU RS DE RISQUES
Produit du Programme 5.3 : Le personnel de santé et les agents communautaires sont formés à la prise en charge des cas avec les CTA	Nombre de personnel formé (CS : 800 ; Hôpitaux : 129, Secteur Privé : 200)	0	1129	Rapport de formation	Pays	
	Nombre d'agents communautaires formés	0	400 agents des CS			
Effet de Programme du Pays 6: D'ici 2011, 60% des enfants de moins de 5 ans et des femmes enceintes bénéficient de moyens de protection contre les piqûres de moustiques (MII).						
Produit du Programme 6.1 : Les MII sont disponibles et accessibles à l'ensemble de la population, en particulier aux enfants de moins de 5 ans et aux femmes enceintes	% de femmes enceintes dormant sous moustiquaires imprégnées ;	1.7%	60%	EDS, MICS, rapport d'évaluation	Pays	
	% d'enfants de moins de 5 ans dormant sous MII	1.4%	60%			
Produit du Programme 6.2 : Les unités d'imprégnation des moustiquaires sont fonctionnelles dans les communautés	% de Centre de santé disposant d'unités d'imprégnation fonctionnelles	0	100%	Monitoring des CS Supervision Rapport d'Enquête	Pays	
Produit du Programme 6.3 : Les populations, en particulier les femmes enceintes connaissent l'utilité des MII	% de femmes enceintes connaissant l'utilité des MII	ND	80%	Rapport d'Enquête Rapport de mission	Pays	
Effet de Programme du Pays 7: D'ici 2011, 60% des FE bénéficient d'une prévention efficace contre le paludisme pendant leur grossesse (TPI)						
Produit du Programme 7.1 : Les médicaments antipaludiques pour le TPI sont disponibles au niveau des structures de santé	% de jour sans rupture de sulfadoxine-piriméthamine pendant 2 semaines durant les 3 derniers mois	68%	100%	Monitoring Rapport de Supervision Rapport d'Enquête	Pays	
Produit du Programme 7.2 : Le personnel de santé est formé sur la prévention du paludisme pendant la grossesse	Nombre de prestataires CPN formés	487	1000	Rapport de formation, Rapport de supervision	Pays	

RESULTATS ESCOMPTES 2007- 2011 : EFFETS ET PRODUITS	INDICATEUR¹	BASE²	CIBLE³	MOYEN DE VERIFICATION⁴	ZONE GEOGRA- PHIQUE⁵	FACTEU RS DE RISQUES
Produit du Programme 7.3 : Les populations, en particulier les femmes enceintes connaissent l'utilité du TPI durant la grossesse	% de femmes enceintes connaissant l'utilité du TPI	ND	90%	Rapport d'Enquête EDS, MICS	Pays	
Effet de programme de Pays: Un plan de suivi/évaluation et de renforcement des capacités est développé et mis en oeuvre						
Produit du Programme 8.1 : Un système de notification et d'analyse des données sur le paludisme incluant le niveau communautaire est développé et mis en oeuvre.	Taux de complétude des données fournies : - niveau communautaire - formations sanitaires	- 80%	80% 100%	Rapport monitoring DPS/DRS Base de données PNLP et SNIS	Pays	
Produit du Programme 8.2 : Un réseau de sites sentinelles fonctionnel est mis en place pour le suivi des activités de lutte.	Nombre de sites sentinelles fonctionnels	8	10	Supervision Base de données PNLP	Pays	
Produit du Programme 8.3 : L'unité de coordination des activités de lutte contre le paludisme est fonctionnelle	Nombre d'Equipements informatiques fonctionnels Nombre de véhicules de supervision disponibles Personnel formé en gestion, épidémiologie, entomologie et communication Nombre de supervisions effectuées par an	2 2 1 1	10 5 5 2 par an	Bordereaux de réception Registre du matériel Rapport de formation Rapport de supervision	PNLP	
TUBERCULOSE						

RESULTATS ESCOMPTES 2007- 2011 : EFFETS ET PRODUITS	INDICATEUR ¹	BASE ²	CIBLE ³	MOYEN DE VERIFICATION ⁴	ZONE GEOGRA- PHIQUE ⁵	FACTEU RS DE RISQUES
Effet de l'UNDAF : D'ici 2011, la morbidité et la mortalité dues à la tuberculose sont réduites dans la populations générales, en particulier dans les populations vulnérables (PVVIH, Prisonniers, Réfugiés, enfants) et enclavées.						
Effet programme 1 : D'ici 2011, avoir amélioré la qualité des services DOTS à tous les niveaux du système de santé pour atteindre un taux de succès de 85%	Proportion de malades TPM+ guéris ou ayant terminé le traitement	71% (2003)	85%	Rapport annuel PNLAT	Pays	
Produit de programme 1.1 : La formation du personnel, y compris des agents communautaires, en matière de dépistage, de traitement et de réinsertion des malades tuberculeux est renforcée	Nombre d'agents communautaires formés en matière de dépistage, de traitement et de prise en charge des patients co-infectés	0	3800	Rapport de formation ; Rapport d'évaluation de terrain ; Rapport de mission	Pays	
Produit du Programme 1.2 : L'équipement des laboratoires de formation, est renforcé ainsi que leur approvisionnement en médicaments anti-tuberculeux.	Nombre de laboratoires équipés et approvisionnés et bénéficiant de contrôle de qualité ;	33	63	Rapport de formation ; Rapport d'activité ; Rapport d'évaluation de terrain	Pays	
Produit du Programme 1.3: L'application, à l'échelle nationale, de la stratégie DOTS dans le traitement des cas est renforcée.	Nombre de structures sanitaires appliquant la surveillance croisée TB/VIH ;	3	38 districts sanitaires	Rapport d'activité ; Rapport d'évaluation de terrain	Pays	

4. Cadre logique de S&E de la Préservation de l'environnement et gestion durable des ressources naturelles

RESULTATS ESCOMPTEES 2007- 2011 : EFFETS ET PRODUITS	INDICATEUR	BASE	CIBLE	MOYEN DE VERIFICATION	ZONE GEOGRA- PHIQUE	FACTEURS DE RISQUES
Effet de l'UNDAF : D'ici 2011, les populations de 50 CRD écologiquement fragiles gèrent durablement les ressources naturelles de leurs terroirs et le cadre de vie des zones urbaines est amélioré.						
Effet de Programme Pays 1.1 : Le cadre institutionnel et juridique nécessaire à la conservation de la diversité biologique et à l'utilisation durable des ressources est crée et est fonctionnel	<i>Actes du cadre institutionnel et juridique disponible et opérationnel</i>	Non	Oui	Journal officiel, Rapport d'activité	Pays	
1.1.2. Une politique nationale clairement définie en matière de protection et de gestion de l'environnement est élaborée, adoptée et mise en œuvre	<i>Actes juridiques</i>	Non	Oui	Journal officiel, Rapport d'activité	Pays	
1.1.3. Une loi cadre harmonisant les différents codes de gestion des ressources naturelles et de l'environnement est élaborée et adoptée	<i>Actes juridiques et lois promulguées</i>	Non	Oui	Journal officiel, Rapport d'activité	Pays	
1.1.4. Le Conseil National de l'Environnement et la Commission Nationale du Développement durable sont évalués et rendus opérationnels	<i>Cadre organique meublé et fonctionnel</i>	Non	Oui	<i>Rapport d'activité du conseil,</i>	<i>Pays</i>	
Effet de Programme Pays 1.2 : 50 CRD sont dotées de plans d'aménagement et de gestion intégrés et participatifs des ressources naturelles	<i>Nombre de CRD dotées de plan d'aménagement et de gestion intégrée et participatif des ressources naturelles</i>		50 CRD	<i>Rapport d'activité des plan de CRD, Rapport d'enquête</i>	50 CRD	
1.2.2. 50 CRD identifiées sont cartographiées à partir d'images satellitaires	<i>Nombre de CRD cartographiée (géo référencée)</i>	0	50 CRD	<i>Carte satellitaire de CRD, Base cartographique</i>	50 CRD	

RESULTATS ESCOMPTEES 2007- 2011 : EFFETS ET PRODUITS	INDICATEUR	BASE	CIBLE	MOYEN DE VERIFICATION	ZONE GEOGRA- PHIQUE	FACTEURS DE RISQUES
1.2.3. Les ressources naturelles de 50 CRD identifiées sont inventoriées	<i>Types de ressources naturelles inventoriés par CRD</i>		<i>50 CRD</i>	<i>Rapport d'inventeur des ressources naturelles par CRD</i>	<i>50 CRD</i>	
1.2.4. Les schémas d'aménagement des terroirs et de gestion des RN sont élaborés, adoptés et mis en œuvre	<i>Nombre de schéma d'aménagement disponible et opérationnel</i>			<i>Copier des Schéma</i>	<i>CRD</i>	
1.2.5. Les populations sont capables de gérer durablement et de manière participative les ressources naturelles.	<i>Nombre de personnes formées à la gestion durable de l'environnement</i>			<i>Rapport de formation sur la gestion de l'environnement par CRD</i>	<i>CRD</i>	
Effet de Programme Pays 1.3 : Les écosystèmes dégradés sont en cours de restauration	<i>Superficie des écosystèmes restaurés</i>			<i>Rapport d'enquête d'activité de restauration, Rapport d'enquête</i>	<i>CRD</i>	
1.3.2. Un système de production de matériel végétal est mis en place dans les CRD	<i>Nombre de CRD possédant de pépinière forestière ; Nombre de plan par type</i>			<i>Rapport d'activité, Rapport d'enquête forestière</i>	<i>CRED</i>	
1.3.3 Des techniques de défenses et de restauration des sols sont appliquées par les populations	<i>Nombre de personnes formées à la défense et à la restauration des sols</i>			Rapport de formation sur la défense et la restauration des sols	CRD	
1.3.4. Les aires fragiles sont mises en défense pour leur restauration	<i>Superficie d'aires fragiles protégées</i>			<i>Rapport d'activité de protection, Rapport d'enquête</i>	CRD	
1.3.5. Des groupements forestiers sont créés et rendus opérationnels	<i>Nombre de groupements créés, Proportion de groupement fonctionnel parmi les groupes créés</i>			Actes juridiques de création des groupements (agrément) ; Rapport d'activité de groupement ; Rapport d'enquête	CRD	

RESULTATS ESCOMPTEES 2007- 2011 : EFFETS ET PRODUITS	INDICATEUR	BASE	CIBLE	MOYEN DE VERIFICATION	ZONE GEOGRA- PHIQUE	FACTEURS DE RISQUES
Effet de l'UNDAF : D'ici 2011, les populations de 50 CRD écologiquement fragiles gèrent durablement les ressources naturelles de leurs terroirs et le cadre de vie des zones urbaines est amélioré.						
Effet de Programme Pays 2.1 : Les aires-clefs de conservation de la diversité biologique sont durablement protégées	Superficie des aires-clefs protégées			<i>Rapport d'activité de protection, Rapport d'enquête</i>	Pays	
2.1.2. Les pratiques inappropriées d'exploitation des RN, notamment les feux de brousse, la coupe abusive de bois, sont réduites dans les zones forestières ou à écosystèmes sensibles	Nombre de personnes sensibilisées aux méfaits de la dégradation de l'environnement			Rapport de formation ; Rapport d'enquête CAP	Pays	
2.1.3. La gestion participative des ressources naturelles est promue et renforcée dans les terroirs villageois et communautaires, à travers la création de forêts communautaires et privées	Superficie de forêts communautaire privée créée			Document de donation ; Rapport d'enquête	Pays	
2.1.4. Les pratiques agricoles et pastorales sont améliorées dans les 50 CRD prioritaires en vue d'accroître la productivité et préserver durablement l'environnement	Nombre de domaines aménagés ; Superficie de domaines aménagés			Rapport d'activité ; Rapport d'enquête	Pays	
2.1.5 Le rôle des forêts et des arbres dans la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté, est optimisé au niveau des communautés locales	Nombre de personnes sensibilisées sur l'intérêt de la protection de la forêt et de la sécurité alimentaire			Rapport de sensibilisation ; Rapport d'enquête	Pays	
2.1.6 Les textes de lois relatifs à la gestion des ressources naturelles et de l'environnement sont traduits en langues nationales, diffusés et appliqués	Nombre textes de lois traduits ; Nombre de langues de traduction ; Nombre de personnes ayant appliqués les textes diffusés en langues nationales			Les textes traduits ; Rapport d'enquête	Pays	

RESULTATS ESCOMPTEES 2007- 2011 : EFFETS ET PRODUITS	INDICATEUR	BASE	CIBLE	MOYEN DE VERIFICATION	ZONE GEOGRA- PHIQUE	FACTEURS DE RISQUES
2.1.7. Les capacités opérationnelles des structures centrales, déconcentrées et communautaires sont renforcées	Equipement fournit pour rendre fonctionnel ; Nombre de formation reçu par les différents cadres en charge de l'environnement			Disponibilité Equipements fonctionnel, Rapport de formation ;	Pays	
2.1.8 Les comités de bassins (ref. Code de l'eau) sont mis en place et rendus opérationnels	Nombre de comités de bassin mis en place ; Proportion de comités opérationnels			PV de mise en place ; Rapport d'activité	Pays	
2.1.9 Les zones de mangroves sont aménagées et mieux gérées (ref. Projet pilote de la baie de Sangareah)	Superficie aménagée des mangroves			Rapport d'activité ; Rapport d'enquête ;	Pays	
2.1.10. Les réserves de la biosphère nationale sont mieux protégées.	Nombre de personnes ou groupement sensibilisée à la conservation de la biosphère			Rapport de sensibilisation ; Rapport d'activité	Pays	
Effet de l'UNDAF : D'ici 2011, les populations de 50 CRD écologiquement fragiles gèrent durablement les ressources naturelles de leurs terroirs et le cadre de vie des zones urbaines est amélioré.						
Effet de Programme Pays 3.1 : La qualité et la sécurité sanitaire des Eaux et des autres ressources naturelles sont préservées	Nombre de personnes formées à l'utilisation sans danger de produit toxique			Rapport de formation	Pays	
3.2. Les pratiques agricoles et industrielles respectueuses des Accords et conventions sur les polluants organiques persistants (POP) sont promues et renforcées	Nombre de personnes formées à l'utilisation sans danger de produit toxique			Rapport de formation	Pays	

RESULTATS ESCOMPTEES 2007- 2011 : EFFETS ET PRODUITS	INDICATEUR	BASE	CIBLE	MOYEN DE VERIFICATION	ZONE GEOGRA- PHIQUE	FACTEURS DE RISQUES
3.3. L'utilisation de produits polluants ou toxiques pour les activités de production ou de protection des ressources naturelles est strictement contrôlée et suivie	Emission de dioxyde de carbone ; Type de produits toxiques utilisés dans les activités agricoles			Rapport d'activité ; Rapport d'enquête	Pays	
Effet de Programme Pays 3.2 : La qualité du cadre de vie est améliorée	La densité de la population au km2 ; Nombre moins de personnes par pièce			Rapport d'enquête	Pays	
Les schémas d'aménagement urbains sont actualisés et mis en oeuvre	Nombre de villes qui possède de schémas d'aménagement actualisé et fonctionnel			Rapport d'activité ; Rapport d'enquête	Pays	
La construction d'habitations à loyer modéré est promue	Nombre d'appartement modéré à louer par ville ; Type d'appartement modéré par ville			Rapport d'activité ; Rapport d'enquête	Pays	
La collecte et le recyclage des déchets est promue	Nombre de tonnes de déchets produits par jour et par ville ; Proportion de déchets collectés et recyclés			Rapport d'activité ; Rapport d'enquête	Pays	

PLAN INTEGRE DE SUIVI EVALUATION QUINQUENNAL : 2007 – 2011

	2007	2008	2009	2010	2011
Etudes et enquêtes	<p>Actualisation de l'analyse de situation : mise en place des indicateurs de base</p> <p>Enquêtes légères sur le suivi de la pauvreté</p>		<p>Revue à Mi-Parcours (RMP)</p>	<p>EDS - IV</p>	
Evaluations			<p>Evaluation de la Stratégie de réduction de la pauvreté et de la mise en œuvre des OMD</p>		<p>Evaluation globale</p>
Système de Suivi Evaluation	<p>Plan Intégré de S&E (PISE) quinquennal 2007-2011</p> <p>PISE annuel 2007</p>	<p>Plan Intégré de S&E (PISE) quinquennal 2007-2011</p> <p>PISE annuel 2008</p>	<p>Plan Intégré de S&E (PISE) quinquennal 2007-2011</p> <p>PISE annuel 2009</p>	<p>Plan Intégré de S&E (PISE) quinquennal 2007-2011</p> <p>PISE annuel 2010</p>	<p>Plan Intégré de S&E (PISE) quinquennal 2007-2011</p> <p>PISE annuel 2011</p>
Renforcement de capacités en S&E	<p>Formation en DevInfo</p>	<p>Formations sur les approches de suivi /évaluation et gestion basées sur les</p>			
Activités des Partenaires	<p>Recensement Général de la Population et de l'habitat (RGPH)</p>				